

MOHAMED CHARFI :

# “L'INDÉPENDANCE DE L'ANIE EST D'ABORD CELLE DE SON PRÉSIDENT”

Page 5

**CORONAVIRUS  
EN ALGÉRIE**

**263 NOUVEAUX  
CAS ET 4 DÉCÈS  
EN 24H**

Page 3

ISSN : 1112-7449

# MIDI

*L'info, rien que l'info*

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

*Libre*

N° 4187 | Mercredi 03 février 2021 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

**IMPORTATIONS  
DE VÉHICULES**

**LE MINISTÈRE  
DE L'INDUSTRIE  
VA DE L'AVANT**

Page 5

**DANS LES PROCHAINES SEMAINES**

# L'ALGÉRIE ENTAMERA LA PRODUCTION DU VACCIN RUSSE

Pages 3



**■ LES EXPLICATIONS  
DE BENBAHMED**

AADL 2

**UN PROJET DE  
RATTRAPAGE POUR LES  
DOSSIERS REJETÉS**

Page 4



**EN ATTENDANT LA RÉUNION DE L'OPEP**

**LE PÉTROLE  
EN HAUSSE**

Page 4



21

mille dossiers  
contentieux traités  
par les Douanes  
en 2020.

50

milliards DA  
consacrés au  
désenclavement  
à Tamanrasset.

82

structures mobilisées  
à Médéa pour  
la vaccination  
anti-Covid.

## Le port Sidna-Youchaâ à Tlemcen sera dédié à la pêche hauturière

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Sid-Ahmed Ferroukhi, a annoncé à partir de Tlemcen où il était en visite de travail, que le port Sidna-Youchaâ, sera dédié à la pêche hauturière. Lors de sa visite à cette nouvelle infrastructure portuaire, située dans la commune de Dar-Yaghmoracen à Tlemcen, le ministre a indiqué, qu'une étude sera incessamment lancée pour "adapter cette infrastructure en port de pêche en haute mer". L'intérêt de l'étude est de donner des solutions adéquates pour permettre au port d'accueillir les grands bateaux de pêche au lieu des petits métiers, des chalutiers et autres prévus initialement dans ce projet. Le port Sidna-Youchaâ était destiné aux activités de pêche avec une capacité de 295 embarcations. Réceptionné en 2020, le port devrait connaître la réalisation de nouvelles structures, telle qu'une halle à marée, des cases de pêcheurs, un bloc administratif, une station de ravitaillement ainsi que la réalisation d'atelier de réparation navale, fabrique de glaces outre des ateliers de ramonage.



## Expérience pilote à Saïda de l'utilisation de l'énergie solaire



En marge d'une visite d'inspection d'un certain nombre de projets dans les zones enclavées de la commune de Dhoui-Tabet dans la wilaya de Saïda le wali de Saïda a indiqué que les autorités locales ont décidé de "lancer une première expérience au chef-lieu de wilaya pour diminuer les foyers en électricité en utilisant l'énergie solaire", soulignant que cette opération "touchera à ses débuts 40 foyers avant d'être généralisée ultérieurement à d'autres cités de la ville de Saïda". L'opération s'inscrit dans le cadre de l'orientation de l'État portant sur la diversification des sources d'énergie, surtout pour la production de l'électricité en utilisant l'énergie solaire. Par ailleurs, les propriétaires d'habitations rurales de la wilaya bénéficieront, à partir de l'année en cours, de l'électricité utilisant l'énergie solaire. Le wali de Saïda s'est enquis, lors de cette visite, des travaux d'extension d'une école primaire dans la commune de Dhoui-Tabet pour deux nouvelles classes, ainsi que sur le respect du protocole sanitaire de prévention contre la pandémie du coronavirus au niveau de la salle de soins.

## Report de l'AGE de la Fédération algérienne d'athlétisme

L'assemblée générale électorale de la Fédération algérienne d'athlétisme (AGE/FAA), initialement prévue le 3 février à Alger, a été finalement reportée à une date ultérieure sur décision du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), a appris l'APS auprès d'une source autorisée. Le motif de cet ajournement serait lié "à un léger problème organisationnel", car la tutelle a établi "un calendrier bien défini" pour le déroulement des AGE des différentes fédérations sportives. La nouvelle date à laquelle se tiendra cette assemblée électorale, pour la désignation du nouveau bureau qui dirigera l'instance pendant le mandat olympique 2021-2024 n'a pas encore été fixée. Trois candidats ont postulé pour essayer de briguer le poste de président, à savoir le président sortant, Abdelhakim Dib, Kamel Benmissi (ancien président de la FAA) et Farid Boukais, l'actuel président de la Ligue d'athlétisme de Tizi-Ouzou. Leurs dossiers se trouvent actuellement au niveau de la commission des candidatures, composée de M'Hamed Cheboub, Saïd Ahmim et Kamel Moussaoui, qui a reçu également les dossiers de vingt-neuf (29) candidats souhaitant briguer un poste au sein du nouveau bureau fédéral.



## Abdelbaki Benziane

"Il est nécessaire d'améliorer la qualité de l'enseignement, de la formation et de la recherche scientifique au sein des universités algériennes, afin de pouvoir relever les défis socio-économiques qui se posent au pays."

D  
I  
X  
I  
T

## Il arrache son bracelet électronique pour pouvoir retourner en... prison

Un homme de 44 ans a arraché son bracelet électronique et l'a jeté dans l'Adour à Dax dans les Landes. Mais pas pour s'échapper à un mois de la fin de sa condamnation... Non, sa volonté était de se faire arrêter pour pouvoir retourner en prison. D'ailleurs, il avait même prévenu le centre de surveillance électronique de Bordeaux de son geste. En comparution immédiate, il a expliqué qu'il souhaitait quitter le domicile familial après une dispute avec sa femme. Avant son geste, il s'était même rendu au commissariat de la ville pour demander à être conduit en prison.

## Poutine soupçonné d'être derrière la disparition d'un... dauphin

La mascotte de la ville portuaire de Dingle, en Irlande, a disparu en octobre 2020. Ce dauphin adoré par les citoyens et les touristes pourrait avoir pâti de... technologies marines utilisées par la Russie. Le dauphin vivait depuis des décennies au large de Dingle. Une statue de bronze le représentant y avait même été érigée en 2000. Certains politiciens irlandais ont donc laissé entendre que la Russie, qui utilise des sonars près de la baie de Dingle, pourrait en être responsable. "Ce pourrait être les Russes. Ce pourrait être Poutine", a notamment déclaré le sénateur irlandais Ned O'Sullivan.

## Un chien succède à une chèvre au poste de... maire

Les habitants de Fair Haven, aux États-Unis, élisent des animaux au poste de "maire honoraire" afin de faciliter la collecte de fonds nécessaires pour rénover un terrain de jeux. Après avoir élu en 2018 une chèvre au poste de maire honoraire, les habitants de la ville de Fair Haven, dans le Vermont ont perpétué cette tradition en 2020 en confiant ce titre honorifique à un chien. Ironie du sort, l'actuel "maire honoraire" n'aura malheureusement pas le droit de se rendre sur le terrain en question dont un panneau à l'entrée stipule "Interdit aux chiens".

DANS LES PROCHAINES SEMAINES

# L'Algérie entamera la production du vaccin russe

La production du vaccin russe "Sputnik V", en Algérie, débutera dans les semaines à venir, a annoncé avant-hier soir le directeur général de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP), Kamel Mansouri, lors de son passage à la Télévision publique.

PAR RAHIMA RAHMOUNI

Le même responsable a souligné, que les pourparlers avec la partie russe, au sujet de la production en Algérie du vaccin Sputnik V, avaient atteint un stade très avancé, ajoutant qu'il était temps pour l'Algérie de passer du statut d'importateur de vaccins à exportateur.

Dans le détail, Mansouri a fait savoir, que le processus de production du vaccin russe se déroulerait en partenariat entre l'entreprise publique Saïdal, et des entreprises privées algériennes "qui ont l'expertise nécessaire dans la production de médicaments", a-t-il affirmé.

Selon le directeur général de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques, l'Algérie va tenter de couvrir la demande nationale de ce vaccin dans un premier temps, pour passer, en seconde phase, à l'exportation, "notamment vers les pays voisins", a-t-il précisé.

Pour rappel, l'Algérie et la Russie sont convenues, lors d'une audience accordée dimanche par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, à l'ambassadeur de la Fédération de Russie à Alger, Igor Beliaev, d'initier des contacts dans le but d'instituer une coopération bilatérale dans le domaine de la fabrication du vaccin anti-Covid-19, russe "Sputnik V" en Algérie.

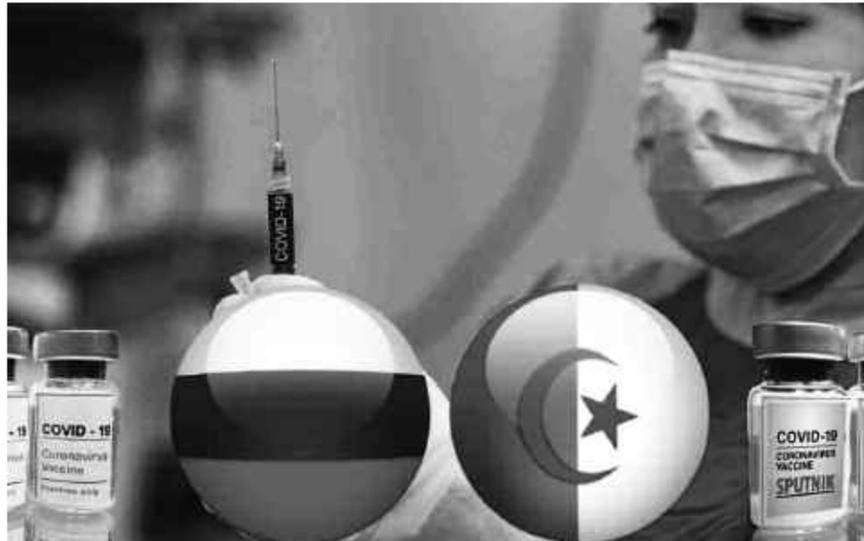
Les deux parties sont d'accord, à cet égard, pour établir des contacts entre les services compétents des deux pays, dans le but d'instituer une coopération bilatérale dans le domaine de la fabrication du vaccin russe Sputnik V en Algérie.

## Le vaccin russe Sputnik V efficace à plus de 91%

Le vaccin Sputnik V, au sujet duquel la Russie avait été accusée de manquer de transparence, est efficace à 91,6% contre les formes symptomatiques du Covid-19, selon des résultats publiés mardi dans la revue médicale The Lancet et validés par des experts indépendants.

"Le développement du vaccin Sputnik V a été critiqué pour sa précipitation, le fait qu'il ait brûlé des étapes et une absence de transparence. Mais les résultats rapportés ici sont clairs et le principe scientifique de cette vaccination est démontré", ont estimé deux spécialistes britanniques, les professeurs Ian Jones et Polly Roy, dans un commentaire joint à l'étude du Lancet. Cela "veut dire qu'un vaccin supplémentaire peut désormais rejoindre le combat pour réduire l'incidence du Covid-19", ont insisté ces chercheurs qui n'ont pas eux-mêmes été impliqués dans l'étude.

Ces premiers résultats, vérifiés d'efficacité, corroborent les affirmations initiales de la Russie, accueillies avec méfiance à l'automne dernier par la communauté scientifique internationale. Ils



semblent classer à ce stade le Sputnik V parmi les vaccins les plus performants, avec ceux de Pfizer/BioNTech et Moderna (autour de 95%), qui utilisent pourtant une technologie différente (l'ARN messenger). Ces dernières semaines, des voix ont commencé à s'élever en Europe pour que l'Agence européenne des médicaments (EMA) évalue rapidement le Sputnik V, déjà utilisé en Russie et dans quelques pays (dont l'Argentine ou l'Algérie). Les résultats publiés dans The Lancet proviennent du dernier stade des essais cliniques du vaccin, la phase 3, qui porte sur près de 20.000 participants.

Comme toujours en pareil cas, ces résultats émanent de l'équipe qui a élaboré le vaccin puis mené les essais, et ils ont ensuite été soumis à d'autres scientifiques indépendants avant publication. Ils montrent que le Sputnik V réduit de 91,6% le risque de contracter une forme symptomatique de Covid-19.

Les participants à l'essai mené entre septembre et novembre, ont tous reçu deux doses de vaccin ou de placebo à trois semaines d'intervalle. Les participants à l'essai mené entre septembre et novembre ont tous reçu deux doses de vaccin ou de placebo à trois semaines d'intervalle. A chaque fois, cela s'accompagnait d'un test PCR. Dans les jours suivant l'administration de la deuxième dose, un test PCR n'était réalisé que chez les personnes qui développaient des symptômes. Au total, 16 volontaires sur 14.900 qui avaient reçu les deux doses du vaccin ont été testés positifs (soit 0,1%), contre 62

sur 4.900 qui avaient reçu le placebo (soit 1,3%).

Les auteurs pointent toutefois une limite: dans la mesure où les PCR n'ont été réalisés "que quand les participants ont déclaré être atteints de symptômes du Covid, l'analyse de l'efficacité ne porte que sur les cas symptomatiques". "D'autres recherches sont nécessaires pour cerner l'efficacité du vaccin sur les cas asymptomatiques et sur la transmission" de la maladie, poursuit The Lancet dans un communiqué.

Par ailleurs, en se basant sur quelque 2.000 cas de personnes de plus de 60 ans, l'étude juge que le vaccin semble efficace dans cette classe d'âge. Enfin, des données partielles semblent montrer qu'il protège extrêmement bien contre les formes modérées à sévères de la maladie. Le Sputnik V russe est un vaccin « à vecteur viral »: on prend pour base d'autres virus, rendus inoffensifs et adaptés pour combattre le Covid.

C'est également la technique utilisée par le vaccin d'AstraZeneca/Oxford, efficace à 60% selon l'Agence européenne des médicaments (EMA). Mais alors que le vaccin d'AstraZeneca est basé sur un unique adénovirus de chimpanzé, le Sputnik V russe utilise deux adénovirus humains différents, pour chacune des deux injections. Selon ses concepteurs, le fait d'utiliser pour le rappel un adénovirus différent de celui de la première injection pourrait provoquer une meilleure réponse immunitaire.

R. R.

## La compagnie Emirates exploite son hub pour le transport du vaccin

PAR RACIM NIDHAL

La compagnie aérienne émirienne, Emirates, propose de faire de Dubai un centre de stockage des vaccins anti-Covid-19. La compagnie annonce, ainsi, assurer le transport de ces vaccins vers de nombreux pays, au Moyen Orient, en Afrique et dans le sous-Continent indien. Cette distribution sera assurée sur une base quotidienne, fait-on encore savoir.

Afin d'assurer cette mission logistique, Emirates compte mettre en service sa flotte d'avions-cargos et d'avions de transport de voyageurs "L'idée est de pouvoir assurer des livraisons sur une base quotidienne" aux pays qui auront besoin de ces vaccins et dont certains ne peuvent pas les

stocker", a confié le chef adjoint de la division cargo d'Emirates, Nabil El Morr au tabloïd français Le Figaro.

Le même responsable a également ajouté: "La plupart des pays ont un problème de stockage alors que nous avons cette capacité".

L'initiative s'inscrit, selon le Gouvernement émirati, dans les efforts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et de son système Covax destiné à distribuer équitablement des vaccins anti-Covid. Avec plus de trois millions de doses administrées, Les Emirates se classent deuxième derrière Israël en termes de pourcentage de la population vaccinée, estime le site allemand de recueil de données Statista. Notons qu'en octobre der-

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

## 263 nouveaux cas et 4 décès en 24h

263 nouveaux cas de coronavirus et 4 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, selon le bilan de ce premier février du Comité scientifique chargé du suivi de l'épidémie du coronavirus.

L'Algérie totalise 107.842 contaminations depuis le début de l'épidémie, dont 2.898 décès.

Le nombre de contaminations ne se stabilise toujours pas, mais reste inférieur à 300 personnes par jour, depuis le début du mois en cours.

FABRICATION DU VACCIN SPUTNIK-V EN ALGÉRIE

## Les explications de Benbahmed

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Lotfi Benbahmed, s'est exprimé, hier mardi, sur la fabrication du vaccin russe anti Covid-19 "Sputnik-V" en Algérie.

Cité par l'agence officielle APS, Lotfi Benbahmed a annoncé que "le laboratoire Frater Razas a entrepris des discussions avec un opérateur russe pour la production du vaccin Sputnik V en Algérie". Le ministre a précisé, que le dossier technique pour la production du vaccin a été transmis à l'Agence nationale du médicament, depuis un mois et demi.

"La Russie est disposée à nous fournir cette technologie et accompagner l'Algérie dans ce projet en transférant les technologies nécessaires à l'Algérie", a indiqué Benbahmed.

S'agissant des délais de production, le ministre a expliqué que le début de la production "pourra se faire rapidement après réception de la matière première".

"La production peut débuter deux mois après l'arrivée de la matière première de Russie et les analyses spécifiques au vaccin", a-t-il ajouté.

R. N.

nier, Emirates avait annoncé l'ouverture d'un hub de fret dédié au transport aérien du vaccin du Covid-19.

Baptisé Emirates SkyCentral DWC, ce hub servira de plateforme de référence pour le stockage à froid et la distribution du vaccin: "il n'aura pas de commune mesure ailleurs dans le monde", affirmait alors la compagnie émiratie dans un communiqué. Le hub permet ainsi à Emirates SkyCargo, d'acheminer les vaccins depuis les sites de fabrication du monde entier, de les stocker et de préparer les expéditions, en vue de leur distribution régionale et mondiale. Le hub permet également de stocker à froid des millions de doses de vaccin anti-Covid-19.

R. N.

## EN ATTENDANT LA RÉUNION DE L'OPEP

# Le pétrole en hausse

Les cours du pétrole battaient de nouveaux records ce 02 février, le WTI retrouvant un niveau de prix plus vu depuis un peu plus d'un an, avant que la pandémie de Covid-19 ne frappe sévèrement le marché du brut, portés par la demande notamment aux Etats-Unis.

PAR RIAD EL HADI

Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril décollait de 2,27% à Londres par rapport à la clôture de la veille, à 57,63 dollars. Le baril américain de WTI pour le mois de mars grimpeait dans le même temps de 2,37% à 54,82 dollars. Les deux contrats de référence ont touché quelques instants plus tôt des plus hauts inédits depuis respectivement le 24 février et le 24 janvier 2020, à 57,73 dollars et 54,91 dollars le baril. "La bonne semaine des cours du pétrole continue", constate Stephen Innes, analyste.

Demier coup de pouce en date pour les cours du brut selon l'analyste : un nouveau président des Etats-Unis déterminé à faire passer un ambitieux plan de sauvetage de l'économie de 1.900 milliards de dollars, au lendemain d'une réunion de deux heures avec un groupe de dix sénateurs de l'opposition.

Ce plan de relance porté par Joe Biden est synonyme de coup de fouet pour la demande de brut du premier consommateur mondial, les Etats-Unis. "Le sentiment positif palpable plus largement sur les marchés et le temps glacial qui a balayé les Etats-Unis, poussant à la hausse la demande de chauffage" sont autant de facteurs haussiers supplémentaires pour l'analyste, Jeffrey Halley.

Les investisseurs attendent par ailleurs les développements de la journée de mercredi, marquée par une réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés et la publication par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) des stocks de brut aux Etats-Unis.

L'Algérie est un pays attractif pour l'investissement dans le domaine énergétique et sera encore favorisé par la nouvelle loi des hydrocarbures, a rassuré le ministre



de l'Énergie, Abdelmadjid Attar. Accueilli hier dans l'invité de la Rédaction sur la chaîne 3 de la Radio algérienne, le ministre souligne que les avantages fiscaux introduits dans la nouvelle loi des hydrocarbures rendront le pays plus attractif. "La réduction de la fiscalité prévue dans la nouvelle loi, pour certains types de contrats participatifs, donnera à l'État une part de 56 à 80 % y compris Sonatrach", explique-t-il.

### L'Algérie est un pays attractif pour l'investissement dans les hydrocarbures

Attar est revenu sur les textes d'application en annonçant qu'ils seront promulgués au cours de cette année. Il a précisé que 32 textes parmi les 38 sont finalisés dont 30 sont au niveau du secrétariat du gouvernement.

Revenant sur les réserves en hydrocarbure estimées dans le sous-sol, le ministre de l'Énergie a assuré qu'« il y a encore des hydrocarbures à découvrir en Algérie », en annonçant que plusieurs grands investisseurs sont présents depuis 2020, afin d'évaluer les opportunités des gisements et dans le domaine minier.

Afin d'exploiter ces richesses du sous-sol,

Attar a rappelé que Sonatrach avait prévu 40 milliards de dollars d'investissement dans son plan quinquennal. Pour trouver ces financements, l'invité de la Rédaction a précisé que "le partenaire en investissement prendra les coûts de la recherche à hauteur de 100 % et Sonatrach n'est pas obligée de participer dans le développement des gisements qui vont être découverts".

L'intervenant a annoncé que l'Algérie est à la recherche des investisseurs dans le domaine de la pétrochimie également. "Si on veut concrétiser les projets de pétrochimie, il nous faut 16 à 18 milliards de dollars", a-t-il indiqué.

L'autre volet sur lequel Attar a été amené à s'exprimer concerne la production de l'électricité. "68 % de cette énergie est destinée à la consommation domestique", regrette-t-il alors que la loi sur l'électricité de 2002 avait été promulguée "dans l'objectif de faire du marché de l'énergie destiné à la consommation, un marché compétitif et de création de la plus-value", affirme-t-il.

Pour le ministre, "l'Algérie a raté la transition énergétique, si on voit la part de la production de l'énergie renouvelable", avant de souligner : "parmi les 23.400 mégawatts produits en 2020, la part du

renouvelable ne dépassant pas les 354 mégawatts", explique-t-il.

Pour illustrer son propos, il cite l'exemple de l'usine de Batna de production des turbines à gaz pour une capacité de 1500 mégawatts. "Alors qu'en 2027 on n'aura pas besoin de cette puissance et on devrait la remplacer par l'énergie renouvelable", précise-t-il.

R. E.

### AADL2 Un projet de rattrapage pour les dossiers rejetés

"Nous allons travailler au lancement d'un programme supplémentaire concernant les recours introduits par les souscripteurs à la formule AADL 2, et dont les dossiers ont été rejetés", a annoncé hier, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, lors de son passage à la radio chaîne 1.

Cette décision intervient après une réunion d'un Comité spécialisé qui a décidé de prendre en charge leurs dossiers, à partir de l'année en cours, après certaines procédures, explique le ministre qui précise que l'agence AADL mettra à la disposition des souscripteurs une plateforme qui leur permettra de verser la première tranche et le projet sera achevé dans des délais allant de 24 à 32 mois.

Kamel Nasri a confirmé, que son secteur a obtenu des résultats très positifs malgré la situation que l'Algérie traverse depuis le début de l'épidémie du coronavirus en achevant les projets déjà programmés, ainsi qu'en programmant un projet supplémentaire pour répondre à la demande des citoyens, selon le même média.

Le ministre a expliqué que les projets "AADL 2" ont été lancés avec un programme de 560.000 unités de logement, plus de 235.000 unités ont été réalisées et environ 200.000 unités de logement ont été distribuées, et à ce jour plus de 300 000 unités sont en cours réalisation. Concernant le programme LPA, le ministre a expliqué que ce programme est composé de 130.000 unités de logement au niveau national, et qu'il sera soutenu cette année par un programme supplémentaire.

R. N.

FERMÉ DEPUIS PRESQUE UNE ANNÉE

## Les usagers du métro s'impatientent

PAR IDIR AMMOUR

La circulation automobile à Alger est congestionnée, à telle enseigne que l'on se prête d'emblée à dire que, tout compte fait, le réseau routier de la capitale est finalement trop étiré pour contenir les milliers de véhicules qui y circulent au quotidien.

Des embouteillages monstres sont signalés ici et là, partout à Alger. Ils constituent indéniablement un casse-tête chinois sévissant au détriment des automobilistes et même des usagers qui souffrent en même temps de manque de transport.

Ce cauchemar se fait sentir chaque matin, causant au citoyen des désœuvrements certains, notamment celui d'arriver en retard à son lieu de travail.

Et le calvaire est loin de s'arrêter là,

puisqu'à la fin de sa journée, il ne peut regagner son domicile qu'une fois la nuit tombée! Pour gérer ce malaise qui n'en finit pas, une société mixte de droit algérien a été créée pour la réalisation d'un système de régulation de trafic urbain au niveau de toute la wilaya d'Alger.

Malheureusement, rien ne fut puisque les partenaires espagnols se sont retirés du projet de régulation du trafic routier. En attendant les Chinois et les Malaisiens qui viendront peut-être à la rescousse selon le ministère des Travaux publics, n'est-il pas sage de répondre aux doléances de ces usagers qui réclament la réouverture du métro. D'ailleurs, ils ne cessent de s'interroger sur cette reprise qui tarde à voir le jour, d'autant que la crise sanitaire enregistre une baisse considérable du taux de contaminations. Ainsi, la société de gestion

reste, malgré elle, tributaire d'une décision des hautes autorités.

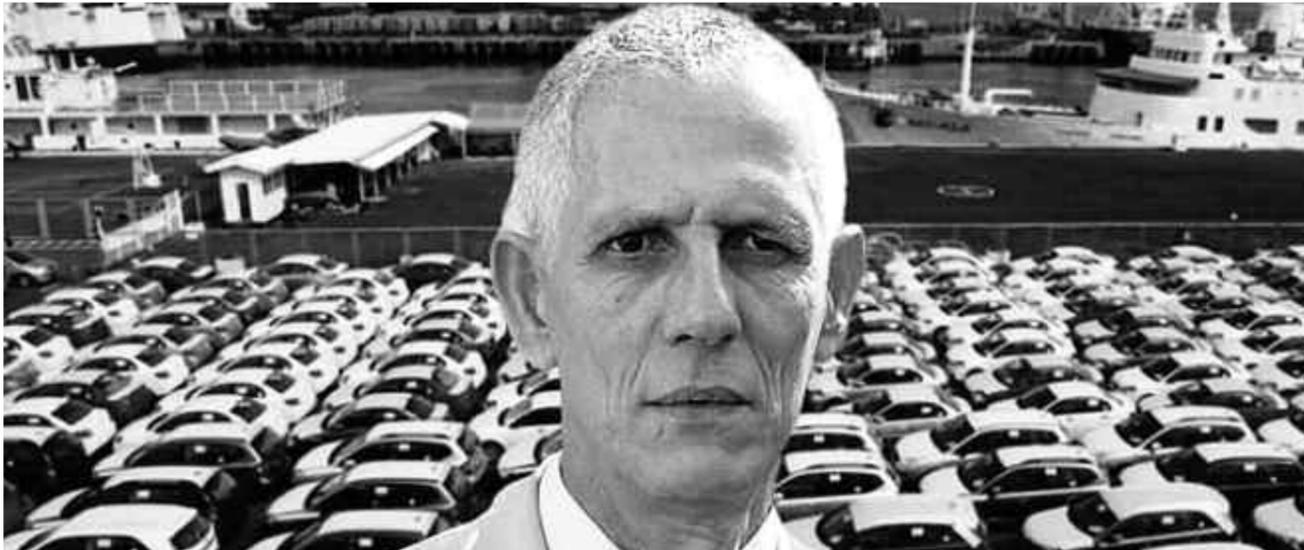
Quoi qu'il en soit, cette fermeture n'est plus du goût des milliers d'usagers de ce moyen de transport. Pourtant, l'entreprise de gestion (EMA) a mis en place sans attendre, depuis le début de la pandémie, un certain nombre de mesures, tant pour ses personnels que pour les voyageurs devant les prémunir de la crise sanitaire de la Covid-19.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, si les autorités maintiennent résolument l'argument de la crise sanitaire, alors pourquoi annoncer la reprise pour les autres moyens de locomotion qui enregistrent pourtant une affluence très importante et où le protocole préventif est très peu respecté ?

I. A.

IMPORTATIONS DE VÉHICULES

# Le ministère de l'Industrie va de l'avant



**Trois nouveaux importateurs de véhicules ont reçu l'approbation des autorités publiques. C'est en effet le ministère de l'Industrie qui vient de l'annoncer avant-hier lundi en début de soirée.**

PAR KAMAL HAMED

Ces trois nouveaux concessionnaires viendront ainsi s'ajouter aux quatre autres opérateurs, qui ont déjà reçu leurs agréments au mois de janvier dernier. En tout donc, sept opérateurs sont d'ores et déjà autorisés à importer les véhicules neufs.

C'est dire, que malgré les fortes critiques que subit le ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali, il poursuit sa marche en avant. Dans le communiqué rendu public lundi, le ministère de l'Industrie a souligné que les trois nouveaux agréments ont été délivrés après examen de 17 nouveaux dossiers.

Selon le ministère, le Comité technique a "saisi trois concessionnaires automobiles, concernant la levée des réserves émises lors de l'examen de leurs dossiers". Le

même Comité a également rejeté "11 dossiers ne remplissant pas les conditions prévues par le cahier des charges régissant cette activité", avec la possibilité pour leurs auteurs, de déposer un recours auprès de la commission de recours compétente, et ce dans les délais légaux.

Le ministère de l'Industrie a rappelé, que les agréments provisoires octroyés aux opérateurs permettront à ceux-ci, "d'engager immédiatement les procédures d'obtention d'agréments définitifs et d'entamer l'importation effective, conformément au décret exécutif 20-227 fixant les conditions et modalités d'exercice de l'activité de concessionnaires automobiles". Et au ministère de rassurer, que l'opération de traitement des dossiers "se poursuit jusqu'à examen de tous les dossiers, au nombre de 96, déposés au niveau du ministère de l'Industrie, sur un total de 227 préinscriptions sur la plateforme numérique consacrée à cet effet", ajoute-t-on de même source, en précisant que cette plateforme "reste ouverte pour recevoir d'autres dossiers". Les observateurs ont noté, que comme ce fut le cas au mois de janvier, lorsque le ministère de l'Industrie a annoncé l'octroi de quatre agréments provisoires, l'identité des opérateurs n'a pas été révélée. On se rappelle que cela a provo-

qué un tollé général, et une véritable levée de boucliers contre cette attitude du ministère. Ferhat Ait Ali a été accusé de tous les maux. On lui a même reproché de rouler pour certains opérateurs, et d'aucuns ont alors ouvertement demandé son départ du gouvernement. Il est vrai que pour l'opinion publique, ne pas dévoiler l'identité des opérateurs prête grandement à équivoque. Pourquoi en effet garder secrète cette liste ?

Le ministère s'en est alors défendu, et le ministre est monté au créneau, pour donner une explication qui n'a pas, il est vrai, été convaincante. Le ministère a estimé que les "notifications de décisions sont destinées uniquement aux intéressés, et ne sont pas portées à la connaissance du public" ajoutant que la "loi prohibant la publication d'informations d'ordre professionnel privé, à toute autre partie que celles intéressées par la procédure". Cette explication na fait que rajouter un surcroît de mystère, sur un dossier qui n'a cessé d'alimenter la chronique et qui continuera aussi à alimenter controverse, polémique, et débats passionnants. Il faut dire que l'enjeu financier est très grand, puisque deux milliards de dollars sont consacrés à l'importation des véhicules.

K. H.

MOHAMED CHARFI :

## "L'indépendance de l'ANIE est d'abord celle de son président"

PAR CHAHINE ASTOUATI

Le président de l'ANIE, Mohamed Charfi, a été invité, hier, du "Programme spécial" de la télévision privée El Hayat, pour parler de l'instance qu'il préside, du projet de loi électoral et des prochaines échéances électorales.

Parlant de l'autonomie de l'ANIE par rapport au pouvoir politique et à l'Administration, Mohamed Charfi a expliqué que "l'indépendance de l'ANIE vient d'abord de celle de son président, en soulignant que "Je suis une conscience libre dans ma vie, les gens qui ont travaillé avec moi me connaissent". Et de rappeler dans ce sens, qu'il était un des premiers à "parler de l'indépendance du juge, au moment où la justice était une simple fonction subordonnée au pouvoir exécutif". Au delà de la personne de son président, l'ANIE tient aussi son autonomie de

"sa volonté de mettre en place des mécanismes de transparence et de régularité des élections pour rendre impossible toute velléité de fraude électorale". A ce propos, il met en exergue la mise hors jeu de l'administration de tout le processus électoral, affirmant que "l'Administration n'a plus de rôle à jouer dans les élections qui relèvent désormais du strict et exclusif ressort de l'ANIE qui tient sa force et sa crédibilité des 450.000 bénévoles, âgés entre 25 et 45 ans qui ont accepté de participer à la surveillance des deux précédentes consultations (Présidentielles et révision de la Constitution). Concernant l'article du projet de loi électoral qui fixe "le seuil d'éligibilité" à 4% des suffrages obtenus lors des dernières élections, un principe dénoncé, notamment par les partis politiques qui y voient un mécanisme d'exclusion, Mohamed Charfi fait montre d'une certaine souplesse en disant que "rien

n'est définitif". Mais, il note que cette condition existe dans tous les pays, selon des seuils différents qui vont de "0,67% en Allemagne à 7% aux Seychelles, c'est un critère pour mesurer la représentativité du candidat". A propos du mode de scrutin choisi par la commission Laraba, à savoir un scrutin proportionnelle selon le principe de la liste unique ouverte, Mohamed Charfi explique qu'il est le seul qui est de nature à mettre un terme à l'achat des voix. "L'électeur est libre de choisir librement la liste pour laquelle il va voter, tout en ayant possibilité de faire son propre classement des candidats. C'est fini désormais la règle du tête de liste, qui est à l'origine de l'intrusion de l'argent sale", explique Charfi, qui admet que ce "système est compliqué" et que son autorité va s'atteler dans les prochains jours à faire un travail de pédagogie.

C.A.

TOMATE INDUSTRIELLE

## Les agriculteurs des wilayas de l'Est menacent de boycotter la saison 2021

Les agriculteurs de la filière de la tomate industrielle, dans les wilayas de l'Est algérien, (Skikda, Taref, Annaba, Guelma), sont à bout de nerfs.

Ils dénoncent, entre autres, des pratiques bureaucratiques et mafieuses émanant d'un certain nombre de transformateurs et de conserveries de la tomate.

Selon nos sources, les créances des agriculteurs auprès de leurs clients ne cessent d'augmenter. Ils menacent de boycotter la campagne 2021, s'ils n'obtiennent pas immédiatement leurs dûs.

D'autre part, plusieurs producteurs de tomate industrielle, dans les régions de l'Est, n'ont pas obtenu la subvention de l'Etat, qui est valorisée à 4 DA/Kg. Ils réclament au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, ainsi qu'à l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (Onilev), le déblocage de cette aide financière qui leur revient au titre de la campagne écoulée. Véritable fief de la filière en question, les wilayas de l'Est du pays couvrent environ 85% de la production nationale de tomate industrielle.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

## 18 morts et plus de 1.100 blessés en une semaine

Au total, 18 personnes ont trouvé la mort et 1.159 autres ont été blessées dans 967 accidents de la circulation enregistrés durant la période du 24 au 30 janvier à travers le pays, selon un bilan hebdomadaire rendu public hier par la Direction générale de la Protection civile (DGPC).

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Blida avec deux personnes décédées et 48 autres blessées suite à 47 accidents de la route, précise la même source.

Les éléments de la Protection civile ont, par ailleurs, procédé à l'extinction de 596 incendies urbains, industriels et autres, et à l'exécution de 4.217 opérations d'assistance à des personnes en danger et à d'autres opérations diverses. S'agissant des activités de lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué 217 opérations de sensibilisation à travers les 48 wilayas du pays, pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de la distanciation physique. Elles ont effectué aussi 289 opérations de désinfection générale à travers tout le pays, touchant l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

La DGPC a mobilisé pour les deux opérations 985 agents, tous grades confondus, 166 ambulances et 80 engins d'incendie, selon la même.

R. N.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

## WILAYA D'ILLIZI

DIRECTION DE LA JEUNESSE ET SPORTS - NUMERO FISCAL : 099033015036922

**Avis d'attribution  
provisoire de marché  
PCCE2010-2014**

Conformément aux dispositions de l'article 65 et 82 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics, il est porté à la connaissance de l'ensemble de soumissionnaires ayant participé à L'appel d'offre ouvert avec exigence des capacités minimales n° 001/2021 et concernant le projet suivant:

**Acquisition, Installations et équipements pour piscine de proximité a bordj el haouase**

paru dans le BOMOP et dans les quotidiens suivants :  
LE MAOUID ET MIDI LIBRE en date du : 04/01/2021. et suite au procès verbal de jugement des offres en date du :26/01/2021 ,La commission a attribué le projet de marché provisoirement à l'entreprise cité ci-dessous selon les critères d'évaluation des offres prévues au cahiers des charges

L'intitulé du projet/lots	Dénomination de l'entreprise/matricule fiscal	Montant en T.T.C	Délais de réalisation	Éléments qui ont permis le choix d'attribution du marché
Acquisition, Installations et équipements pour piscine de proximité a bordj el haouase	EURL RUIBAH NUMERO FISCAL : 000733060209738	27.975.353.00 DA	15 jours	Offre mieux disant 98.83 points

- Pour les autres soumissionnaires, ceux d'entre eux qui sont intéressés par les résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières peuvent se rapprocher des Services de la Direction, sise à m08 mai 1945 wilaya d'illizi, au plus tard trois (3) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché,  
- Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours, auprès de la commission des marchés publics de la Wilaya d'illizi, dans un délai de dix(10) jours à compter de la première publication du présent avis dans les journaux nationaux quotidiens

Midi Libre n° 4187 - Mercredi 3 février 2021 - Anep 2116 002 109

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE CHLEF

DIRECTION DE LA JEUNESSE  
ET DES SPORT**MISE EN DEMEURE N° 02**

L'entreprise de réalisation: Mr MOKHTAR DIDOUCHE Khaled, sise à Hay Es-Salem n°21 (W) Chlef, titulaire du marché n° 611/214 approuvé par la CMW le 14/12/2014 relatif à la réalisation d'un complexe sportif de proximité à Sidi Akkacha, (Lot 02 : salle polyvalente):

- Vu le retard considérable enregistré et le non respect du planning de réalisation (Nombre très réduit de la main d'oeuvre, abandon et ordures entreposés et éparpillés autour de chantier)
- Vu mise en demeure n°01/2021 du 17/01/2021 publié aux journaux « Al-Djazaira Al-Djadida » et « Reporters ».

**Est mise en demeure pour :**

Respect ses obligations et procéder à la reprise effective des travaux et mettre en place en effectif d'ouvriers qualifiés et suffisant.

Un délai de quarante huit (48) heures est accordé à cette entreprise, à partir de la parution de la présente mise en demeure dans les quotidiens nationaux et le BOMOP, faute de quoi la résiliation de la convention sera prononcée aux torts exclusifs de l'entreprise.

Midi Libre n° 4187 - Mercredi 3 février 2021 - Anep 2116 002 177

# MIDI

LE QUOTIDIEN NATIONAL D'ALGERIE



## L'INFO, RIEN QUE L'INFO

TECHNOLOGIES DE DESIGN DE PRODUITS

# L'Algérie pourrait constituer un véritable hub

*L'innovation et la recherche scientifique ainsi que l'intelligence dans la conception et la réalisation des process de production sont des paramètres permettant d'améliorer la forme esthétique et le design de nombreux produits pour leur conférer une valeur ajoutée.*

L'Algérie pourrait constituer un "véritable hub" pour les technologies de design industriel et un centre de développement technique ont souligné des spécialistes du domaine appelant les entreprises à intégrer le métier de designers dans le process de production. Intervenant lors d'un webinar portant sur le thème "Design produit : chaînon manquant du développement industriel en Algérie", des experts et des présidents d'organisation professionnelles ont mis en avant l'apport de l'approche design dans le développement de l'industrie algérienne considérée comme démarche "fondamentale" pour l'avenir de l'industrie et l'adaptation de l'entreprise aux attentes des consommateurs. Dans ce contexte, le président du World Trade Center Algiers, Ahmed Tibaoui, a estimé que l'Algérie pourrait devenir un hub pour les technologies de design et un centre de développement

technologique, notamment à travers des projets de co-localisation de cabinets européens. "Dans le cadre du processus de diversification de notre économie, le développement du métier du designer doit également démarrer sous formes diverses", a plaidé Tibaoui citant, notamment, le soutien à la formation dans le cadre de projets de partenariat avec des grandes écoles européennes pour préparer l'environnement au développement design industriel.

Tibaoui a proposé également l'ouverture de cabinets internationaux de design en Algérie d'autant plus, a-t-il relevé, que les coûts de ces services sont moins élevés et ce, pour préparer l'industrie nationale à mieux se développer et à mieux s'adapter à la demande des consommateurs.

"Grâce aux accords de libre échange signés avec les pays africains et arabes, l'Algérie pourrait devenir un acteur industriel important dans la région et tirer profit de sa proximité avec le continent européen et du monde arabe", a fait remarquer le président du World Trade Center Algiers. Mettant en avant l'importance du design industriel dans une société consommatrice et la nécessité de l'adaptation des produits à la demande des consommateurs, devenus de "plus en plus exigeants", Tibaoui a affirmé que "les entreprises qui ne s'adaptent pas à cette demande risquent de disparaître". Dans le même ordre d'idées, le président du Conseil nation-

nal de la PME, Adel Bensaci, a évoqué l'existence de potentialités et de capacités, notamment chez les jeunes Algériens qui peuvent se perfectionner et se spécialiser dans les métiers du design pour contribuer au développement de l'industrie nationale. "Nous avons des capacités de design, mais qui sont souvent intégrées à des grands ensembles industriels, notamment dans l'industrie des technologies de l'hydraulique et du gaz, ainsi que dans les industries électroniques et électroménagers", a rappelé Bensaci. Appelant à la spécialisation et au perfectionnement des métiers du design industriel, le président du CNC PME s'est félicité de l'engagement du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en faveur des start-up et des projets innovants ainsi que de son appel à libérer des initiatives et d'accorder des facilités pour les exportations de services. "Il faut créer des synergies et un environnement propice pour cela. Au sein du CNC PME, nous sommes prêts à accompagner les jeunes qui sont à la recherche de partenaires souhaitant s'implanter en Algérie dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant", a-t-il fait savoir. De son côté, le directeur stratégie entreprises à l'Ecole de Design de Nantes Atlantique, Jean Luc Barassard, a souligné que la formation demeurait "indispensable" pour soutenir les efforts entrepris actuellement afin de relancer le secteur industriel. "Durant 25 ans d'accompagnement

des entreprises pour bien diffuser cette culture, nous avons constaté que les entreprises qui réussissent et qui créent de la valeur sont celles qui ont intégré le métier design et conception produit", a soutenu Barassard, tout en faisant remarquer que la protection intellectuelle des designers contre la contrefaçon devait être aussi garantie par des textes juridiques contraignants. A l'occasion de ce webinar, des communications sur la création et l'organisation de l'activité de design produit au sein des entreprises ont été présentées par les représentants de deux agences spécialisées qui ont insisté sur l'intégration de l'approche design dans le cadre d'un projet fédérateur où toutes les composantes de l'entreprise (services technique, commercial et marketing) seront associées et impliquées pour réussir la conception des produits.

Ils ont également souligné l'importance de maturer les études et les recherches avant de lancer le processus de production de série de façon industrielle.

R. E.

ARBORICULTURE

## Renforcer nécessairement les bonnes pratiques agricoles

Le secrétaire général du Conseil national interprofessionnel de l'arboriculture fruitière, Djeribia Brahim, a appelé à renforcer les lois et les formations pour améliorer les bonnes pratiques agricoles, à travers les textes destinés à préserver la sécurité du produit avant sa récolte et à assurer le respect des normes environnementales et le contrôle lors de la commercialisation. Il a précisé que le secteur disposait actuellement de jeunes compétences maîtrisant les techniques modernes de la production agricole, ce qui nécessite l'exploitation de leur savoir-faire et de leurs expertises à travers les chambres de l'agriculture pour assurer des récoltes agricoles plus saines et consommables. Les moyens matériels, humains et naturels sont disponibles en Algérie pour atteindre cet objectif dans les cinq prochaines années, a-t-il précisé, mettant l'accent sur le renforcement des mesures juridiques de dissuasion.

Les règles primaires de la production agricole et les techniques se sont nettement développées, notamment en matière de prévention contre les mauvaises herbes, de détection des maladies végétales par des méthodes intelligentes, de préservation des végétations et des récoltes, de réglage des moissonneuses-batteuses et des écimeuses, de

procédés d'utilisation des pesticides et des quantités pulvérisées et en matière de respect du processus d'ensemencement, selon le responsable. Les mesures et la formation destinées aux agriculteurs se sont répercutées sur le rendement par hectare, précise Djeribia qui a mis l'accent sur la nécessité d'exploiter davantage les techniques de l'intelligence industrielle dans le domaine de l'agriculture, ce qui permet, en peu de temps, de détecter les maladies végétales et d'améliorer le rendement.

A cet effet, il a appelé le secteur à investir dans ce domaine et à faciliter l'accès des agriculteurs aux applications modernes pour vérifier à distance l'état des végétations dans les champs.

### L'Algérie, pays méditerranéen qui utilise le moins de pesticides et d'engrais

A une question sur l'utilisation des pesticides pour le traitement des cultures et le respect, par les agriculteurs, des doses prescrites et des délais réglementaires, l'ingénieur agronome a précisé que l'Algérie utilisait de faibles quantités de pesticides par rapport aux autres pays de la Méditerranée, où la moyenne annuelle est de 500 g/ha. A titre de comparaison, cette moyenne

est de 12 kg/ha dans les pays de l'Union européenne (UE) où les fortes précipitations favorisent la formation de champignons et de bactéries phytopathogènes, a-t-il dit. Concernant les engrais, l'Algérie a besoin annuellement de 25 kg/ha contre 30 kg/ha en Tunisie et plus de 100 kg/ha dans les pays de l'UE, a fait savoir l'expert. Le produit algérien est presque Bio, compte tenu du recours modéré aux pesticides à cause de leur coût élevé sur le marché, mais aussi en raison des faibles précipitations, des facteurs ayant amené les agriculteurs à privilégier des méthodes de traitement traditionnelles, a-t-il expliqué. Selon lui, le problème n'est pas tant la quantité de pesticides utilisée, mais le non-respect du délai de sécurité après traitement par pesticides, soit le délai d'attente avant la récolte et la commercialisation. Le responsable a, par ailleurs, appelé le ministère de l'Agriculture à revoir la composition des conseils professionnels pour y inclure les différents acteurs de la filière (transformateurs, spécialistes de la mécanisation agricole, transporteurs et distributeurs d'engrais et de pesticides agricoles) et réduire sa période de renouvellement.

R. E.

### AGEBCE NATIONALE DES DÉCHETS Valorisation de près de 629.000 tonnes de métaux ferreux par an

La quantité des métaux ferreux valorisés annuellement à l'échelle nationale a atteint 628.915 tonnes, a affirmé le directeur général de l'Agence nationale des déchets (AND), Karim Ouamane. "Cette quantité englobe les déchets de fonte, d'acier et de fer. Ils sont générés en grandes quantités dans plusieurs secteurs, notamment celui du BTP (Bâtiments et Travaux publics)", a-t-il expliqué.

Par ailleurs, le plastique et le papier/carton présentent, respectivement, 304.321 tonnes/an et 108.396 tonnes/an de déchets valorisés, selon le directeur général.

S'agissant de la valorisation des métaux non-ferreux et du bois, Ouamane a indiqué qu'ils sont générés en petites quantités et que par conséquent, les quantités valorisées sont faibles : 66.392 tonnes/an pour les métaux non-ferreux et 58.895 tonnes/an pour le bois.

Comparativement avec toutes les autres filières de valorisation, le verre est classé en dernier avec une quantité de 41.724 tonnes/an, selon le même responsable qui se réfère à une étude récente effectuée par l'AND sur la valorisation des déchets. Dans ce cadre, il explique que les opérateurs économiques ne trouvent pas de débouchés pour valoriser les déchets de verre.

R. E.

# Dyslexie : Troubles de l'apprentissage du langage écrit

La dyslexie peut entraîner, au-delà des difficultés d'apprentissage de la lecture, des problèmes sociaux, de comportement ou d'anxiété. Il existe 3 types de dyslexies : la dyslexie phonologique, la dyslexie de surface et la dyslexie mixte.

La dyslexie correspond à un trouble de l'apprentissage du langage écrit. Elle fait partie, avec la dysphasie, la dyspraxie ou la dyscalculie, des troubles spécifiques des apprentissages. Ce trouble peut concerner des enfants normalement scolarisés ne présentant ni problème sensoriel (audition, vision), ni déficience intellectuelle, ni lésion neurologique. En revanche, ces enfants souffrent d'un trouble du langage écrit avec un retard de lecture d'au moins 18 mois.

La dyslexie peut entraîner, au-delà des difficultés d'apprentissage de la lecture, des problèmes sociaux, de comportement ou d'anxiété.

Il existe trois types de dyslexies : la dyslexie phonologique, la dyslexie de surface et la dyslexie mixte.

La dyslexie phonologique se caractérise par une difficulté à "déchiffrer" les mots. La dyslexie de surface correspond à une difficulté à reconnaître un mot dans sa globalité. La dyslexie mixte associe les deux types de dyslexie précédemment cités.

## Mieux comprendre les processus en jeu dans la dyslexie

D'après de nombreux travaux, la lecture est le produit de deux compétences : l'identification des mots



écrits et la compréhension. La dyslexie serait due avant tout à un problème d'identification des mots écrits, même si les problèmes de compréhension restent présents.

## Pour lire un mot, il existerait deux processus :

\*Un processus basé sur le code phonologique (voie d'assemblage) : une lettre ou un groupe de lettres (unité de sens) renvoie à un phonème (unité de son, différent d'une syllabe). A la lecture, les graphèmes (représentation graphique) correspondent aux phonèmes. Ainsi, le mot - château - est constitué de 7 lettres et de 4 phonèmes /ch/ /â/ /t/ /eau/. Ce processus est très utilisé au début de l'apprentissage de la lecture. Il permet de déchiffrer les mots.

\*Un processus basé sur le code orthographique (voie d'adressage) : ce processus fait appel à la mémoire. La forme glo-

bale du mot est reconnue. Cette voie permet de lire les mots irréguliers comme - oignon -. Elle est très utilisée chez les lecteurs experts.

## Prévalence

La dyslexie toucherait 5 % des enfants. Près de 1 % d'entre eux serait atteint d'une déficience sévère.

## Diagnostic

Le dépistage de la dyslexie doit être précoce mais ne peut pas se faire formellement avant 18 mois d'apprentissage de la lecture. Il est pluridisciplinaire. L'enfant peut être repéré par son instituteur. Certains signes comme une mauvaise tenue du crayon, un refus d'écrire, une écriture illisible ou un travail peu soigné doivent alerter.

L'enseignant peut proposer une consultation médicale, le médecin

l'orientant ensuite vers un orthophoniste, un orthopédagogue et un psychologue. On peut citer l'outil de dépistage Odedys ou le test du Poucet, court texte qui permet, à partir du temps de lecture et du nombre d'erreurs, d'estimer la gravité de la dyslexie.

Des examens de la vue, de l'audition et des examens neurologiques sont également réalisés. Tout comme des tests psychologiques. Ils permettent d'éliminer d'autres paramètres qui peuvent être responsables de difficultés de lecture. Cette évaluation complète permettra de confirmer ou non la dyslexie.

## Causes

Les causes de la dyslexie sont encore méconnues. Plusieurs hypothèses scientifiques sont avancées. La théorie phonologique admet le plus grand consensus. Selon cette théorie, les per-

sonnes dyslexiques souffriraient d'un trouble de la représentation et de la manipulation mentale des sons de parole. La théorie visuelle suggère de son côté que certains enfants présentent des troubles visuo-attentionnels. Enfin, un problème de migration des neurones est parfois mis en cause. Les neurones impliqués dans la lecture naissent dans une zone non-spécifique du cerveau puis migrent vers la zone du cerveau dédiée à la lecture. Chez les dyslexiques, cette migration ne se passerait pas normalement.

Ces anomalies pourraient être d'origine génétique (les antécédents familiaux sont fréquents dans la dyslexie) mais cela reste encore à confirmer<sup>2</sup>. Certains chercheurs ont trouvé une anomalie au niveau du chromosome 15, d'autres au niveau du chromosome 18.

## Troubles associés

Les enfants dyslexiques présentent presque toujours une dysorthographe (difficultés en orthographe) associée. La dyslexie est également liée, dans plus de la moitié des cas, à des troubles du langage oral apparus dans la petite enfance.

La dyslexie augmenterait le risque de souffrir d'hyperactivité et de troubles de l'attention (TDAH)<sup>4</sup>. On peut retrouver des problèmes de mémorisation, de coordination ou de latéralisation.

## Conséquences

Les conséquences sont très variables en fonction de la sévérité des troubles. Les enfants souffrant de dyslexie rencontrent souvent des difficultés scolaires qui peuvent se traduire par un mal-être, de l'agressivité ou des comporte-



ments inadaptés.

En France, les enfants dyslexiques bénéficient d'un Projet personnalisé scolaire (PPS). Ce document permet aux parents, enseignants, rééducateurs et à l'enfant d'établir ensemble un projet. Ce dernier précise les modalités du déroulement de la scolarisation de l'enfant et les aménagements nécessaires (ordinateur, temps supplémentaires...). Il recense et articule toutes les actions pédagogiques, éducatives, médicales et paramédicales entreprises avec l'enfant.

## Symptômes de la dyslexie

Les symptômes de la dyslexie sont parfois difficiles à détecter. Certains signes sont toutefois visibles avant l'apprentissage de la lecture.

## Les signes possibles avant l'école primaire :

\*Un langage tardif

\*Une difficulté à apprendre de nouveaux mots, à construire des phrases  
\*Une difficulté à reconnaître les lettres  
\*Une incapacité à faire des rimes  
\*Une tendance à rencontrer des difficultés pour écrire son prénom  
\*Une mémoire immédiate insuffisante  
\*Une difficulté à se repérer dans l'espace.

## Les signes à l'école primaire :

\*Une difficulté à apprendre à lire  
\*Une lenteur vis-à-vis de l'écrit  
\*Un manque d'attention  
\*Des soucis de compréhension  
\*Une difficulté à différencier certains mots proches  
\*Une difficulté à répondre à plusieurs demandes en même temps  
\*Un problème pour différencier certaines lettres (le b et le d par exemple) ou certains mots  
\*Une difficulté à découper un mot

ou environnementaux par exemple, peuvent expliquer l'apparition d'une dyslexie. Une combinaison de ces facteurs est certainement à l'origine de l'apparition d'une dyslexie.

## Prévention

Il est difficile de prévenir l'apparition de la dyslexie. La prévention passe finalement par un dépistage précoce.

## Les traitements médicaux de la dyslexie

Il n'y a pas de médicament qui permettent de soigner la dyslexie. En cas de trouble de déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité associé une dyslexie, des médicaments peuvent être proposés.

Le traitement de la dyslexie passe par des séances chez l'orthophoniste. Une rééducation orthophonique permet de proposer des stratégies de compensation à la personne dyslexique. Des séances chez le psychologue sont parfois utiles. Un orthoptiste, un psychomotricien ou un ergothérapeute peuvent également intervenir. La prise en charge de la dyslexie est donc pluridisciplinaire.

Concernant la rééducation, il existe de nombreuses techniques qui permettent à un enfant dyslexique d'apprendre plus facilement à lire. On peut par exemple citer la méthode Tomatis, basée sur la rééducation de l'écoute, la méthode Borel-Maissonny qui allie gestuelle et sonorité ou la méthode La planète des Alphas où les personnages ont la forme et font le son des lettres de l'alphabet.<sup>0</sup>

## A l'âge adulte :

Les difficultés rencontrées par les adultes sont les mêmes que celles rencontrées par les enfants si leur dyslexie n'a pas été prise en charge. Même si une intervention précoce est souhaitable, il n'est jamais trop tard pour soigner une dyslexie.

## Personnes à risque

Les personnes ayant des antécédents familiaux de dyslexie.

## Facteurs de risque

De nombreux facteurs, génétiques





### Solutions

Les troubles du langage regroupent tous les troubles pouvant altérer la capacité d'une personne à parler mais aussi à communiquer. Ils peuvent être d'origine psychique ou physique (neurologique, physiologique, etc.), concerner l'élocution, mais aussi la sémantique (difficulté à se souvenir du bon mot, de la signification des mots, etc.). On distingue en général les troubles du langage survenant chez les enfants, qui sont plutôt des troubles ou des retards dans l'acquisition du langage, et les troubles touchant les adultes de façon secondaire (après un accident vasculaire cérébral, par exemple, ou après un traumatisme). On estime qu'environ 5 % des enfants d'une tranche d'âge présentent des troubles de l'évolution du langage.

Les troubles du langage et leurs causes sont très variés. Parmi les plus fréquents, on retrouve :

\*l'aphasie (ou mutisme) : perte de la capacité à parler

ou à comprendre le langage, écrit ou parlé

\*la dysphasie : trouble du développement du langage chez l'enfant, écrit et parlé

\*la dysarthrie : trouble de l'articulation dû à des lésions du cerveau ou à une atteinte au niveau des différents organes de la parole

\*le bégaiement : trouble du débit de l'élocution (répétitions et blocages, souvent à la première syllabe des mots)

\*l'apraxie buccofaciale : trouble de la mobilité de la bouche, de la langue et des muscles permettant de parler de façon claire

\*la dyslexie : trouble du langage écrit

\*la dysphonie spasmodique : altération de la voix causée par des spasmes des cordes vocales (dystonie du larynx)

\*la dysphonie : problème de voix (voix rauque, tonalité vocale ou intensité inappropriée, etc.)

### Causes des troubles du langage

Les troubles du langage et de l'élocution regroupent de nombreuses entités aux

causes très variées.

Ces troubles peuvent avoir une origine psychique, une origine musculaire ou neurologique, cérébrale, etc.

Il est donc impossible de dresser la liste de toutes les pathologies pouvant affecter le langage.

Chez les enfants, les retards et troubles du langage peuvent être liés, entre autres :

\*à une surdité ou un déficit auditif

\*troubles de l'attachement ou carences psychoaffectives

\*paralysie des organes de la parole

\*maladies neurologiques rares ou atteinte cérébrale

\*troubles neurodéveloppementaux

\*déficit intellectuel

\*cause indéterminée (très souvent)  
Chez les adultes ou les enfants qui perdent leur capacité à s'exprimer, les causes les plus souvent retrouvées sont (entre autres) :

\*un choc ou un traumatisme psychologique

\*un accident vasculaire cérébral

\*un traumatisme crânien



\*une tumeur cérébrale  
\*une maladie neurologique comme : la sclérose en plaques, la maladie de Parkinson, la sclérose latérale amyotrophique, les démences...

\*une paralysie ou faiblesse des muscles faciaux

\*la maladie de Lyme  
\*un cancer du larynx (affecte la voix)

\*des lésions bénignes des cordes vocales (nodule, polype, etc.)

### Conséquences des troubles du langage

Le langage est l'élément clé de la communication. Des difficultés dans l'acquisition du langage et dans sa maîtrise peuvent, chez l'enfant, altérer le développement de sa personnalité et de ses capacités intellectuelles, gêner sa réussite scolaire, son intégration sociale, etc.

Chez les adultes, la perte des capacités langagières, suite à un problème neurologique, par exemple, est extrêmement

difficile à vivre. Cela peut le couper de son entourage et l'inciter à s'isoler, compromettre son employabilité et ses relations sociales.

Souvent, la survenue de troubles du langage chez un adulte est signe d'un trouble neurologique ou d'une atteinte cérébrale : il faut donc s'en inquiéter et consulter immédiatement, surtout si l'altération survient de façon brutale.

### Solutions en cas de troubles du langage

Les troubles du langage regroupent de nombreuses entités et pathologies : la première solution est d'obtenir un diagnostic, soit à l'hôpital soit auprès d'un orthophoniste.

Dans tous ces cas, chez les enfants, un suivi en orthophonie permettra d'obtenir une évaluation complète qui donnera lieu à des recommandations de rééducation et de traitement.



TIZI-OUZOU, COMMUNE D'ATH-YENNI

# Premier prix de la plus large utilisation de tamazight

Outre le trophée du concours à l'effigie de l'écrivain, linguiste et anthropologue Mouloud Mammeri, la commune d'Ath-Yenni, représentée par son président d'APC, Smaïl Deghoul, a remporté une subvention d'un montant de 2,5 millions DA.

PAR BOUZIANE MEHDI

La Commune d'Ath-Yenni située au sud de la wilaya de Tizi-Ouzou a remporté, mardi 12 janvier, le 1<sup>er</sup> prix du concours sur la généralisation de l'utilisation de tamazight et sa socialisation dans sa première édition, organisé par l'assemblée populaire de wilaya et dont les résultats ont été dévoilés à l'occasion de la célébration du Nouvel An amazigh 2971.

Outre le trophée du concours à l'effigie de l'écrivain, linguiste et anthropologue Mouloud Mammeri, la commune, représentée par son président d'APC, Smaïl Deghoul, a remporté une subvention d'un montant de 2,5 millions DA, a indiqué l'APS, ajoutant que pour leurs efforts dans la généralisation de l'utilisation de tama-



zight dans les institutions et administrations publiques, les trois autres communes récompensées par ce concours sont Aït-Boumahdi, qui a décroché la deuxième place et un prix de 2 millions DA, Tizi-Ouzou troisième avec 1,5 million DA et Timitine quatrième avec 1 millions DA. Entre le 19 novembre et le 4 janvier courant, les membres de la commission avaient visité les 67 communes de la wilaya.

L'évaluation a porté sur deux volets, dont le premier a concerné l'utilisation de tamazight dans le service public (enseigne du siège de l'APC en tamazight, discours allocutions, délibérations, logos moyens de transport de l'APC, identification des noms des responsables d'APC et des différents services de la communes en tama-

zight), selon le règlement intérieur de cette compétition, alors que le second volet a porté sur la socialisation de cette langue nationale et officielle à travers notamment la transcription des plaques de signalisation des villages et quartiers, des institutions publiques et privées et des commerces en Tamazight et l'organisation d'activités culturelles, fêtes traditionnelles, colloques et autres en tamazight.

Il a été constaté un taux d'utilisation de 95 % de tamazight dans les écoles primaires, 85 % dans les lycées, 50 % dans les CFPA, également 50 % dans les bureaux et agences postales, 42 % dans les structures de santé, 30 % dans les banques, 5 % des délibérations des APC et 10 % des présidents d'APC ont une griffe en tiffinagh.

B. M.

SETIF, PALLIER LES RETOMBÉES DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

## La société civile organise une "touiza"

Les retentissements de la pandémie de Covid-19 dans la wilaya de Sétif ont renforcé les efforts et les initiatives de la société civile, depuis son apparition en mars dernier à ce jour, à la faveur d'une "touiza" grandeur nature traduisant de manière significative le sens de la solidarité et de l'entraide entre les enfants d'un même peuple uni.

Dans ce contexte particulier, de nombreuses associations, hommes d'affaires, artisans et citoyens ont consacré toute leur énergie à lutter contre la propagation de la Covid-19, dont l'association des oulémas musulmans algériens qui a organisé des actions de solidarité et de prévention en accompagnant les efforts de l'État pour faire face à la pandémie de Covid-19 et ses répercussions sur la population.

L'Association des oulémas musulmans algériens de Sétif a ainsi participé, depuis le début de cette crise sanitaire à la mobilisation collective de la société civile en prêtant notamment assistance au personnel médical du CHU Mohamed-Abdenour-Saâdna en équipant deux salles de réanimation.

Ces salles ont bénéficié d'équipements médicaux modernes importés de l'étranger, composés de 2 ventilateurs de réanimation, de lits et d'autres dispositifs médicaux, contribuant ainsi à soutenir la prise en charge des malades atteints par le coronavirus dans de bonnes conditions.

L'initiative d'équiper ces salles de réanimation revient au pôle médical de l'association des oulémas musulmans algériens, regroupant 30 médecins généralistes et spécialistes, afin de lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19 et aux nombreux cas de contaminations enregistrés dans la wilaya. Depuis

l'apparition des premiers cas, l'Association s'est également empressée d'organiser de vastes campagnes de prévention et de désinfection des institutions, des structures accueillant du public et les établissements de santé comme le CHU Mohamed-Abdenour-Saâdna.

L'Association a entrepris, en ce sens, des actions au profit des établissements de santé notamment les hôpitaux d'Aïn-Oulmène et El-Eulma et l'établissement hospitalier spécialisé en psychiatrie d'Aïn-Abessa, des centres de rééducation, des bureaux de ooste, des établissements pour personnes âgées et de l'enfance assistée, en mobilisant 2 équipes composée chacune entre 5 et 10 bénévoles.

En même temps, l'Association des oulémas s'est attelée à sensibiliser la population via sa page officielle sur les réseaux sociaux au respect des mesures de prévention et à prodiguer des conseils visant à amoindrir les retombées psychologiques du confinement chez les citoyens les plus fragiles, à l'instar des personnes âgées et celles souffrant de pathologies chroniques comme le diabète et les maladies cardiovasculaires.

Aussi, au même titre que plusieurs autres acteurs de la société civile, l'Association des oulémas musulmans algériens de Sétif a distribué plus de 100.000 masques au profit des équipes médicales et paramédicales, aux communes, en plus d'un nombre important de bouteilles de gel hydro-alcoolique, de gants et de lunettes de protection.

Contribuant de son côté à la solidarité collective, le Croissant-Rouge algérien (CRA) a procédé à la distribution de 40 tonnes environ de produits alimentaires, de matériel médical, de produits de nettoyage

et de désinfection aux habitants des zones reculées de 25 communes de la wilaya. Il s'agit de denrées alimentaires variées (semoule, farine, huile de table, pâtes, eaux minérales) distribuées sous forme de colis, en plus de 6.000 boîtes de lait pour bébé, 50.000 abaisse-langue, 200 blouses médicales ainsi que des détergents et des désinfectants. Les actions menées durant cette période de crise sanitaire traduisent l'ampleur de la cohésion et de la fraternité du peuple algérien, car il a concouru à renforcer, à relayer la culture de la solidarité et à raffermir l'unité entre les enfants du peuple pour lutter contre la Covid-19.

Plusieurs autres associations locales ont également contribué dans les grandes villes à ce profond élan de solidarité à travers l'organisation de campagnes de collecte de dons, de nettoyage et de désinfection, en plus de la distribution de moyens de protection comme les gels hydro alcooliques et de solutions désinfectantes.

La contribution de l'antenne d'El-Eulma de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a été à ce titre jugée "majeure" dans le renforcement de l'hôpital Saroub El-Khatir en matériel médical en lui délivrant 6 ventilateurs (4 mobiles et 2 fixes) et 7 écrans de surveillance indispensables à la réanimation des cas graves de Covid-19.

La wilaya de Sétif a enregistré des résultats très prometteurs en matière de confection de masques de protection par des artisans locaux qui ont collaboré de manière efficace à lutter contre l'épidémie, estiment des responsables de la Chambre locale de l'artisanat et des métiers (CAM).

APS

ALGER

## Coopération Cosider- secteur de la Formation

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Houyam Benfriha a mis en avant la nécessité de renforcer la coopération avec le groupe Cosider afin de dispenser une formation de qualité, basée sur des techniques modernes, au profit des apprentis dans le BTP.

Mme Benfriha qui a effectué, en compagnie du P.-dg de Cosider, Lakhder Rekhroukh, une visite au Centre de formation du groupe Cosider à Reghaia, a indiqué que cette coopération doit être tournée sur la recherche de nouvelles idées susceptibles de soutenir les moyens de formation des apprentis du secteur de la Formation professionnelle.

Mme Benfriha a souligné "l'importance de l'accompagnement", érigé par le secteur en passerelle reliant entre les entreprises économiques et les établissements de formation professionnelle, le but étant de préparer les jeunes en formation au monde du travail et faciliter l'insertion des nouveaux diplômés.

En matière de rapprochement du citoyen avec l'administration, la ministre a rappelé les mesures prises par son département à l'adresse des directions et structures de formation à l'échelle nationale pour prendre en charge les préoccupations des citoyens.

De son côté, M. Rekhroukh a passé en revue les différents programmes de formation tracés par le groupe public en vue de perfectionner le niveau des ouvriers dans le domaine du bâtiment et des apprentis.

OUARGLA

## Réception prochaine de nouvelles structures de santé

Le secteur de la santé dans la wilaya d'Ouargla sera renforcé en 2021 par de nouvelles structures appelées à contribuer à l'amélioration de la couverture et des prestations sanitaires, ont indiqué, jeudi 31 décembre, les services de la wilaya.

Il s'agit de la réception au premier trimestre 2021 de deux établissements hospitaliers de 60 lits chacun dans les communes de Témacine et El-Hedjira.

Concernant l'hôpital de 240 lits en cours de réalisation à Touggourt (160 km au nord d'Ouargla), sa réception est prévue au cours des quatre prochains mois, a ajouté la source en signalant que les projets de deux nouveaux hôpitaux (60 lits chacun) dans les communes de Rouissat et Mégarine seront lancés au cours du premier trimestre de 2021.

L'opération liée au choix des terrains devant accueillir ces deux dernières installations est finalisée, en attendant la finalisation des procédures administratives, en cours, relatives au choix des entreprises réalisatrices.

Le secteur de la santé dans la wilaya d'Ouargla dispose notamment de quatre établissements publics hospitaliers à Ouargla, Touggourt, Hassi-Messadoud et Taïbet, deux établissements hospitaliers spécialisés Mère-Enfant à Ouargla et Touggourt, ainsi que cinq établissements publics de santé de proximité à Ouargla, Touggourt, El-Hedjira, Hassi-Messadoud et El-Borma.

APS

SOMALIE

# Attaque sanglante des shebabs contre un hôtel de Mogadiscio



**Un bilan encore provisoire fait état d'au moins 3 morts et 6 blessés. Une voiture piégée explose devant l'hôtel Afrik vers 17 h. L'établissement est situé près du kilomètre 4, et fréquenté, notamment, par des officiels et des membres des forces de sécurité.**

Une attaque a eu lieu dimanche 31 janvier à Mogadiscio. Elle a visé un hôtel du centre de la capitale, non loin de l'aéroport international. Elle a été revendiquée par les islamistes shebabs. Des explosions et des tirs ont été entendus pendant plu-

sieurs heures. Un bilan encore provisoire fait état d'au moins 3 morts et 6 blessés. Une voiture piégée explose devant l'hôtel Afrik vers 17 h. L'établissement est situé près du kilomètre 4, et fréquenté notamment par des officiels et des membres des forces de sécurité. Des hommes armés pénètrent ensuite dans le bâtiment. L'attentat est rapidement revendiqué par les shebabs, dans un communiqué. L'hôtel est encerclé par les forces armées somaliennes, toute la zone est bouclée. Des témoins évoquent des bruits d'explosion et des échanges de tirs entre assaillants et forces de sécurité. L'attaque, qui se poursuit même après la tombée de la nuit, dure plusieurs heures.

Le Premier ministre somalien a publié dimanche un message sur les réseaux sociaux pour présenter ses condoléances aux familles des victimes, parmi lesquelles figure le général Mohamed Nur Galaal, écrit-il, "qui a servi son pays pendant plus de 50 ans". Mohamed Hussein Roble appelle également ses compatriotes à s'unir contre le terrorisme. Cette attaque s'est déroulée alors que la Somalie doit organiser prochainement des élections législatives et présidentielle. Le mandat du chef de l'État, Mohamed Farmajo, expire le 8 février prochain. Mais le processus électoral est compliqué par des désaccords entre le gouvernement fédéral et les États fédéraux du pays.

LIBAN

## Tripoli s'embrase contre le confinement

Confronté à une nouvelle flambée de Covid-19, le Liban a imposé depuis le 14 janvier l'un des confinements les plus stricts au monde, avec l'interdiction de sortir de chez soi, même pour faire des courses. Dans les régions les plus pauvres, la colère monte. Elle a débordé dans le nord, à Tripoli, la deuxième ville du pays avec un peu moins d'un million d'habitants. Tous les soirs depuis une semaine, bravant l'interdiction, ils sont des centaines à se rassembler pour exiger la fin du confinement. Dans le centre-ville, les morceaux de parpaings, les restes de pneus brûlés et les cartouches usagées de lacrymogène attestent de la violence des affrontements, qui ont déjà fait un mort et plus de 200 blessés. Salma, une mère de famille de 34 ans, hurle sa rage : Vous vous rendez compte ? On ne peut pas travailler, on ne peut pas s'acheter à manger ! Et maintenant l'armée nous tire dessus ! Pas loin, un groupe de jeunes abonde : Si on ne meurt pas du corona, on va

mourir de faim ! En plus du Covid, le Liban traverse la pire crise économique de son histoire. En un an, la livre a perdu six fois sa valeur, entraînant sous le seuil de pauvreté la moitié de la population, qui a perdu le peu de confiance qu'elle avait encore dans le système politique. Dans ce contexte, le gouvernement peine à imposer les règles qu'il édicte. Jusqu'au 8 février, tous les commerces, même alimentaires, doivent être fermés. Pour se nourrir, il faut se faire livrer, si on en a les moyens... Dans la réalité, les supermarchés sont bien fermés, mais épicerie et autres boutiques ouvrent en douce. Plus le quartier est pauvre, plus c'est ouvert. La police hésite à mettre des amendes, par crainte que la situation dégénère... Dans le quartier de Jabal Mohsen, l'un des plus pauvres de Tripoli, beaucoup de commerces sont ouverts. Ali Amran sert les clients de son épicerie à la porte. C'est interdit mais je n'ai

pas le choix. Dans d'autres pays quand il y a un confinement, les gens reçoivent des aides ! Ici, rien ! Hassan arrive avec 9 000 livres libanaises, soit à peine 1 € contre 5 € il y a encore un an. Il veut des couches pour ses enfants mais le paquet le moins cher coûte le double. À Jabal Mohsen, 60 % de la population est au chômage, les autres souvent des journaliers : ouvriers, taxis, femmes de ménage... Un enfant vient remplir une bouteille de liquide vaisselle. Pour accommoder ses clients, Ali réduit les quantités qu'il vend : Bientôt ils vont m'apporter des verres à remplir, ironise l'épicier qui n'a pas fait de profit depuis des mois. Pour l'avocat Fahmi Karame, membre d'un groupe qui organise des distributions alimentaires, la situation pourrait encore s'envenimer car la classe moyenne qui aidait les plus pauvres n'est plus en mesure de le faire

Agences

TRUMP

## La défense se prépare contre la destitution

Donald Trump a annoncé dimanche avoir embauché deux nouveaux avocats en vue de son procès en impeachment devant le Sénat, après la démission de l'équipe précédente samedi sur fond de divergence quant à la stratégie à adopter. L'ancien Président américain Donald Trump a annoncé dimanche avoir recruté deux nouveaux avocats pour le défendre dans le procès en destitution qui doit démarrer le 9 février.

Cette annonce intervient au lendemain d'articles de presse affirmant que cinq de ses avocats ont jeté l'éponge après des désaccords sur la façon de procéder pour sa défense. Les "très respectés avocats plaidants" David Schoen et Bruce L. Castor Jr vont désormais diriger son équipe, a indiqué Donald Trump dans un communiqué.

Bruce L. Castor a fait carrière dans le droit pénal, tandis que David Schoen est spécialisé dans "les procès pour les droits civils en Alabama et la défense pénale fédérale à New York, y compris pour les cols blancs et dans d'autres affaires complexes". David Schoen a déjà collaboré avec l'équipe de défense de Donald Trump et les deux hommes "sont d'avis que la destitution est inconstitutionnelle", selon le communiqué.

Donald Trump souhaitait que ses avocats continuent à plaider la thèse d'une fraude massive lors de l'élection présidentielle, qui a conduit à la victoire du démocrate Joe Biden, plutôt que de se concentrer sur la légalité de poursuites à l'égard d'un président n'étant plus en fonctions, a rapporté CNN, précisant que l'ex-Président était peu enclin à en discuter.

Le procès de Donald Trump pour "incitation à l'insurrection", après l'occupation du Capitole le 6 janvier par des partisans de l'ex-président, doit débiter le 9 février. Mais avec seulement cinq sénateurs républicains prêts à se joindre aux 50 sénateurs démocrates pour considérer que le procès doit avoir lieu, la majorité des deux-tiers requise pour aller de l'avant, soit 67 sénateurs, ne sera probablement pas atteinte.

Agences

BIRMANIE

# Aung San Suu, chute d'une icône de pacotille

*La dirigeante birmane a été renversée lundi après un coup d'État militaire. La prix Nobel de la Paix désavouée par la communauté internationale pour sa passivité face aux exactions contre les Rohingyas fait partie des rares personnalités à avoir été si adulées et si vite détestées.*

Un coup d'État a été perpétré le 1<sup>er</sup> février en Birmanie par l'Armée qui a arrêté la chef du gouvernement Aung San Suu Kyi et le président de la République Win Myint. L'Armée a proclamé l'état d'urgence pour un an et placé ses généraux aux principaux postes. Elle promet de nouvelles élections et un transfert de pouvoir. "Nous avons entendu dire qu'ils étaient détenus à Naypyidaw", a précisé à l'AFP Myo Nyunt le porte-parole de la Ligue nationale pour la démocratie – le parti au pouvoir –, à propos d'Aung San Suu Kyi et du Président Win Myint. Plusieurs autres responsables ont aussi été interpellés, selon lui.

L'armée prétend que le putsch est nécessaire pour préserver la "stabilité" de l'État, comme l'ont fait savoir les militaires dans une annonce sur leur chaîne de télévision, NAME. Ils accusent la commission électorale de ne pas avoir remédié aux "énormes irrégularités" qui ont eu lieu, selon eux, lors des législatives de novembre, remportées massivement par le parti d'Aung San Suu Kyi, au pouvoir depuis les élections de 2015. Ils exigeaient que la commission électorale dirigée par le gouvernement publie la liste des électeurs à des fins de vérification – ce que la commission n'a pas fait. Le chef de l'armée, le général Min Aung Hlaing avait déclaré que la Constitution pouvait être "révoquée" dans certaines circonstances. Selon le communiqué de l'armée, Min Aung Hlaing concentre désormais les pouvoirs "législatif, administratif et judiciaire", tandis qu'un autre général, Myint Swe, a été désigné Président par intérim, un poste honorifique. L'armée s'est ensuite emparée de l'hôtel de ville de Rangoun, la capitale économique du pays, et l'accès à son aéroport international était bloqué par des militaires, ont constaté des journalistes de l'AFP. Les télécommunications, portables et internet, étaient gravement perturbées, selon l'ONG spécialisée Netblocks.

## L'Onu, l'UE et les Etats-Unis condamnent

Le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, a "fermement" condamné l'arrestation d'Aung San Suu Kyi, tandis que le Conseil de sécurité devrait se réunir dans les pro-



chains jours. Avec l'arrestation d'autres dirigeants politiques et la déclaration du transfert de tous les pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires aux militaires, "ces développements portent un coup dur aux réformes démocratiques en Birmanie", a estimé Antonio Guterres dans un communiqué. Les élections générales du 8 novembre 2020 "confèrent un mandat fort à la LND, reflétant la volonté claire du peuple de Birmanie de continuer sur la voie durablement acquise de la réforme démocratique", a-t-il ajouté. En conséquence, Antonio Guterres a appelé les dirigeants militaires "à respecter la volonté du peuple de Birmanie et à adhérer aux normes démocratiques, tout différend devant être résolu par un dialogue pacifique. Tous les dirigeants doivent agir dans le plus grand intérêt de la réforme démocratique en Birmanie, s'engager dans un dialogue constructif, s'abstenir de toute violence et respecter pleinement les droits de l'Homme et les libertés fondamentales", a insisté le chef des Nations unies. Le président du Conseil européen Charles Michel a

fait savoir que l'Union européenne condamne "fermement" le coup d'Etat. De son côté, la porte-parole de la Maison Blanche, Jen Psaki, affirme dans un communiqué : "Les Etats-Unis s'opposent à toute tentative de modifier le résultat de récentes élections [...] et prendront des mesures contre les responsables." Un porte-parole de la diplomatie chinoise, repris par l'AFP, a appelé les représentants politiques birmans à "régler leurs différends dans le cadre de la Constitution et des lois afin de maintenir la stabilité politique et sociale".

## Aung San Suu Kyi : itinéraire d'un mythe déchu

Longtemps exilée en Angleterre, Aung San Suu Kyi, aujourd'hui âgée de 75 ans, est rentrée en Birmanie en 1988, devenant la figure majeure de l'opposition. Elle a passé 15 ans en résidence surveillée avant d'être libérée par l'armée en 2010. Pendant plusieurs années, Aung San Suu Kyi a été présentée dans les médias occidentaux comme une figure de la lutte pour les droits de l'Homme, ce qui lui avait notamment valu un Prix Nobel de la

paix. Mais récemment, elle a fait l'objet de vives critiques pour sa gestion de la crise des musulmans rohingyas (des centaines de milliers d'entre eux ont fui en 2017 les exactions de l'armée et se sont réfugiés au Bangladesh voisin). Son parti avait néanmoins remporté une victoire écrasante en novembre. Il s'agissait des deuxièmes élections générales depuis 2011, année de la dissolution de la junte. En 2015, la LND avait obtenu une large majorité. Mais elle avait été contrainte à un délicat partage du pouvoir avec l'armée qui contrôle trois ministères clés (l'Intérieur, la Défense et les Frontières). "La relation entre le gouvernement et les militaires était compliquée", déclare à l'AFP Hervé Lemahieu, spécialiste auprès de l'institut Lowy en Australie.

## Fermeture des banques

Les banques birmanes ont été temporairement fermées peu après le coup d'Etat. L'Association des banques du pays a expliqué par des mauvaises connexions Internet. Les données réseau montrent que la connectivité nationale est tombée à 75 % des niveaux ordinaires à partir de 3h. Puis c'est le black-out, notamment dans la capitale. Les réseaux de téléphonie mobile sont également partiellement interrompus. Des journalistes de l'AFP rapportent pour leur part des files devant des distributeurs automatiques afin de retirer de l'argent. Ce coup d'Etat intervient alors que le Parlement issu des dernières législatives devait entamer sa première session ce 1<sup>er</sup> février.

Il y a encore peu d'images de cette nuit birmane même si la présence de militaires est rapportée dans les rue de Naypyidaw et à Rangoon.

## Aung San Suu Kyi exhorte la population à "ne pas accepter le coup d'Etat"

L'armée birmane a promis de nouvelles élections une fois que l'état d'urgence d'un an, proclamé à la suite de son coup d'Etat, serait écoulé. "Nous mettrons en place une véritable démocratie multipartite", ont déclaré les militaires dans un communiqué publié sur leur page Facebook, ajoutant que le pouvoir sera transféré après "la tenue d'élections générales libres et équitables".

Ces derniers jours, la tension était devenue très forte entre les militaires et le gouvernement civil. Les militaires avaient dans un premier temps évoqué un possible coup d'Etat lors d'une conférence de presse.

La Birmanie est sortie il y a tout juste 10 ans d'un régime militaire au pouvoir pendant presque un demi-siècle. Les deux derniers coups d'Etat depuis l'indépendance du pays en 1948, remontent à 1962 et 1988.

LIGUE 1 (MISE À JOUR)

# Le podium pour enjeu

Le nouveau dauphin du Championnat de Ligue 1 de football, l'Olympique Médéa, accueillera aujourd'hui le CR Belouizdad, dans un duel à six points, alors que le MC Alger effectuera un long et périlleux déplacement à Béchar.

PAR MOURAD SALHI

L'Olympique Médéa tentera de continuer sa belle chevauchée en misant cette fois-ci sur le huitième match consécutif sans défaite (6 victoires et un nul). Cette formation de Médéa, qui s'est hissée à la deuxième place avec 20 points, après sa victoire à domicile face à l'ASO Chlef (2-1), veut, désormais, réduire l'écart sur le leader sétifien qui compte 24 points.

L'entraîneur Cherif Hadjar, qui fait un travail remarquable à Médéa, avoue que ce match face à un concurrent direct pour le fauteuil de leader sera très disputé. "Le Chabab est un sérieux client. Nous allons bien profiter de l'état d'esprit de nos joueurs pour continuer notre bonne marche en avant", a indiqué le technicien de l'Olympique Médéa.

Forcé au partage du gain à domicile lors de la précédente journée par l'ES Sétif (1-1), le CR Belouizdad sera certainement mis à rude épreuve. Seule équipe invaincue jusque-là, le Chabab est appelé, néanmoins, à confirmer ses statistiques. L'entraîneur français des Belouizdadis, Franc Dumas, se méfie de cette formation qui continue, selon lui, à impressionner tout le monde. "On aura affaire à une équipe qui carbure en plein régime. Notre mission ne sera pas facile, mais nous allons



faire de notre mieux pour revenir avec un bon résultat", a indiqué l'entraîneur des Rouge et Blanc, Franc Dumas.

Cette rencontre sera dirigée par l'arbitre Gamouh, assisté de ses deux compatriotes Tamrabet et Bouima.

De son côté, le MC Alger effectuera un long et périlleux déplacement à Béchar pour défier la JS Saoura. Les coéquipiers de Frioui se présenteront au stade 20-Août à Béchar avec un moral dans les chaussettes.

Rien ne va plus entre les propriétaires du club et les supporters, malgré les bons résultats. Les inconditionnels des Vert et Rouge, qui se sont attaqués au siège de la compagnie pétrolière algérienne Sonatrach à Alger, exigent le départ de l'actuelle direction.

L'entraîneur du club, Nabil Neghiz, a tiré la sonnette d'alarme en déclarant que "sans motivation, le club n'ira

pas loin". Côté effectif, le staff technique du Mouloudia est appelé à composer son onze rentrant sans les services de plusieurs joueurs en raison de blessures. Il s'agit de Brahimi, Boutaga, Djabou et Bourdim. Des éléments qui ne sont pas des moindres. De son côté, la JS Saoura, qui occupe la huitième place avec 17 points dans son escarcelle, n'est pas vraiment loin du podium. Une victoire lui permettrait de rejoindre l'Olympique Médéa à la deuxième place au classement général. Les Bécharois, qui restent sur une défaite lors du dernier derby de l'Ouest face au MC Oran (2-1), tenteront certainement de se racheter aujourd'hui sur leurs bases du 20-Août. Le match sera dirigé par l'arbitre Bouzerar, assisté de Salaouandji et Kadem.

M. S.

FAF

## Un match contre une "sélection mondiale" à programmer prochainement

La Fédération algérienne de football (FAF) envisagera, dans un avenir proche, de programmer un match amical contre "une grande sélection mondiale" au nouveau stade d'Oran dont les travaux touchent à leur fin, a indiqué lundi à Oran son président, Kheïreddine Zetchi.

"Je suis vraiment ébahi par cette très belle infrastructure aux normes internationales et dans laquelle on fera en sorte de programmer une rencontre amicale face à une grande sélection mondiale, une occasion aussi pour lancer la campagne de promotion des Jeux méditerranéens (JM) qui auront lieu à Oran en 2022", a déclaré le patron de la FAF à la presse en marge de sa visite, en compagnie du sélectionneur Djamel Belmadi, au stade de 40.000 places.

Kheïreddine Zetchi, dont il s'agit de sa première visite au nouveau stade

d'Oran qui devrait être réceptionné le 31 mars prochain, a profité de l'occasion pour rassurer le directeur général du Comité d'organisation des JM, Salim Ilès, quant à son soutien total. "La FAF, l'équipe nationale et tous ses joueurs sont mobilisés pour participer à la campagne de promotion des JM afin que cet événement que va abriter notre pays soit une parfaite réussite", a ajouté M. Zetchi, dont le mandat olympique expirera en mars prochain.

Pour sa part, l'entraîneur national, Djamel Belmadi, s'est dit "très satisfait" de la qualité de la pelouse du stade, ainsi que de ses équipements, appelant au passage à "préserver ce précieux acquis pour le football algérien en particulier et le sport national en général". Il n'a pas, en outre, écarté l'éventualité de voir l'équipe nationale se produire au niveau de



cette infrastructure dans un avenir proche, tout en vantant le public oranais "très passionné du football et qui aime tant ses clubs et sa sélection".

APS

USMA

## L'arrivée de Hamed Belem tombe à l'eau

Après avoir annoncé la signature de l'ailier burkinabé Hamed Belem, l'USM Alger a indiqué que le transfert était finalement annulé. Dans un communiqué, l'USM Alger a déclaré que le transfert d'Hamed Belem n'avait finalement pas été validé. Pourtant, un accord avait été trouvé avec le club burkinabé et tous les détails de la transaction étaient réglés. Le président Achour Djelloul avait même signé les documents à Bologhine à 22h00, d'après le club.

Toutefois, lorsque les Algérois ont procédé à l'instruction du dossier sur le TMS, les dirigeants du Rahimo FC se seraient rétractés « prétextant de prétendues garanties non contractuelles qui n'auraient pas été tenues ». L'USMA a ensuite indiqué que « lors d'un échange entre notre directeur sportif et le président du Rahimo FC, ce dernier a fait savoir que son joueur aurait été découragé par son entourage. Nous tenons à informer nos chers supporters que nous nous réservons le droit d'user des voies et moyens juridiques auprès des instances habilitées pour considérer les raisons réelles de cette rétractation inexplicable ». De son côté, le FC Rahimo a précisé que la raison de l'annulation du transfert était un retard de transmission de quelques documents. Le club a assuré que l'USMA avait été « juste et correcte » dans les discussions.

MERCATO

## Nabil Bentaleb en Italie ?

Indésirable du côté de Schalke 04, le milieu algérien Nabil Bentaleb pourrait quitter son club durant les dernières heures du mercato hivernal. À en croire le quotidien allemand *Bild*, Nabil Bentaleb pourrait très prochainement faire ses adieux à la Bundesliga. Trois clubs italiens seraient en lice pour tenter de récupérer le milieu de terrain : le Torino, le Genoa et Parme. L'Algérien a participé à 8 matchs toutes compétitions confondues cette saison. Toutefois, depuis novembre dernier, il est exclu du groupe professionnel.

En fin de contrat en juin prochain, le club allemand voudrait récupérer une légère indemnité financière. Arrivée pour 19 millions d'euros, Bentaleb est le deuxième plus gros achat de l'histoire du club après Breel Embolo (26,5 millions). À noter qu'il est toujours le plus gros salaire du club.

**LES ROUTES LES PLUS DANGEREUSES DU MONDE**



21h00



Ce numéro prend la direction des États-Unis. Le massif des Rocheuses est une immense barrière montagneuse de 3.000 kilomètres, grande comme 3 fois les Alpes ! Il est traversé par l'Interstate 80 et 90, deux autoroutes qui relient l'ouest à l'est du pays. Connues dans le monde entier pour ses paysages et ses parcs naturels, les Rocheuses se transforment en hiver en un vaste piège pour des millions d'automobilistes. Le froid, le blizzard et la neige créent des conditions de circulation parmi les plus extrêmes au monde.

**ENQUÊTE SOUS HAUTE TENSION**



21h00



L'été, à Dunkerque, alors que la ville est envahie par les touristes, la police municipale est particulièrement sur le qui-vive. Ses hommes sont mobilisés pour tous types d'intervention : arrestation de pick-pockets, vols dans les supermarchés, harcèlement ou agressions sexuelles... Des missions parfois risquées et où chaque minute compte. Un simple appel et tout peut basculer. Un contrôle de routine peut donner lieu à des violences.

**LA FILLE DANS LES BOIS**



21h00



Appelée en urgence au chevet de sa sœur, Jeanne, 27 ans, retourne chez leur oncle Eric, où elle s'était pourtant bien jurée de ne jamais revenir. Sur son lit de mort, Céline lui fait un terrible aveu : depuis quinze ans Youssef est emprisonné à tort pour le meurtre de Julie, l'amie d'enfance de Jeanne. A l'époque, sa sœur n'avait pas osé avouer qu'elle était avec le jeune homme au moment des faits ni lui fournir un alibi.

**FAUT PAS RÊVER EN PAYS DE SAVOIE**



21h00



Carolina De Salvo va partager des aventures incroyables. A commencer par une immersion dans les eaux glacées du lac du Lou, en compagnie d'Alban Michon. L'explorateur vient s'entraîner ici, car les conditions sont très proches de celles des régions polaires qu'il parcourt régulièrement. Romain et Christophe, deux pisteurs-artificiers, invitent Carolina à partager une expérience explosive : le déclenchement d'avalanches. Même si les montagnes grondent, elles peuvent aussi inspirer des symphonies...



**LA SELECTION DU MIDI LIBRE**

**GIRL**



21h00



Lara, adolescente belge introvertie de 15 ans, s'impose une discipline stricte pour devenir danseuse étoile. Avec l'appui de sa professeure de danse classique qui croit en elle, elle va au bout de ses possibilités physiques par un travail acharné, supportant avec stoïcisme les souffrances que lui infligent ses pieds meurtris. Née dans un corps de garçon qu'elle ne supporte pas, elle prend la décision de changer de sexe par administration d'hormones et chirurgie, avec l'appui de son père bienveillant et compréhensif.

**SOLAR IMPULSE**



21h00



Le 9 mars 2015 à Abu Dhabi, l'avion prototype «Solar Impulse» a pris son envol pour tenter d'effectuer le premier tour du monde propulsé uniquement grâce à l'énergie solaire. Sous les caméras du monde entier, cette aventure exceptionnelle devra prouver au plus grand nombre que les énergies renouvelables et les nouvelles technologies peuvent changer notre monde. Malheureusement, en juin 2015, des difficultés techniques et météorologiques ont amené l'équipe à reporter cet exploit.

**LE GRAND RESTAURANT : RÉOUVERTURE APRÈS TRAVAUX**



21h00



Pierre, le directeur du grand restaurant, aura fort à faire pour satisfaire tous ses clients, tout en empêchant sa mère, Marthe, sa concurrente Florence et son mari cuisinier Jean de transformer la soirée en désastre. Au fil des tables, on assiste aux péripéties de nombreux clients, notamment un chômeur qui ne fait pas le deuil de son licenciement et sa femme au bord de la crise de nerf.

**DOC LE SEL DE LA VIE**



21h00



Robert, père de deux garçons et compagnon d'Emmanuelle, perd connaissance sur un grand huit dans un fête foraine. Emmanuelle et Robert annoncent à l'équipe qu'ils vont se marier et souhaitent le faire à l'hôpital, le plus vite possible. Julia propose à Lorenzo de sortir dans un bar après leur journée de travail. Gabriel invite Alba à la Scala pour la remercier de l'avoir soutenu lors de l'histoire du paracétamol, qui a failli coûter la vie à un patient allergique.



Gérant : Reda Mehigueni  
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction  
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.18.22.67  
Rédaction : Tél-Fax : 023.18.22.67  
Publicité : Tél-Fax : 023.18.22.67  
publicite@lemidi-dz.com  
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP  
01, avenue Pasteur, Alger

Impression :  
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre  
EURL Midi Libre  
au capital social de 12.000.000 DA  
Compte Bancaire :  
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16  
Adresse : 12 rue Fouzia-Moulahe Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fadjr	06:20
Dohr	13:02
Asr	15:54
Maghreb	18:19
Icha	19:39

JOHN BOLTON

## La décision de Trump sur le Sahara occidental est "une erreur"

L'ancien Conseiller à la sécurité nationale des Etats-Unis, John Bolton, a déclaré que la décision de l'ex-président américain Donald Trump, de reconnaître la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental était "une erreur", car, elle "ne reflète pas la politique américaine de longue date", estimant qu'elle pouvait être annulée.

Dans un entretien accordé au Centre algérien de diplomatie économique (CADE), M. Bolton a indiqué que "l'Administration Trump avait commis une erreur de reconnaître la revendication marocaine au Sahara occidental".

C'est une erreur, car, dit-il, elle a entraîné "plus de tension et de danger en Afrique du Nord et au Sahel au moment où nous devrions essayer de résoudre la question et de ramener la stabilité".

Il rappelle, à cette occasion, avoir contribué à la rédaction de la résolution du Conseil de sécurité en 1991 en vertu de laquelle a été créée la mission de l'ONU pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (Minurso), comme son nom l'indique, note l'ancien Diplomate américain, le but de la mission n'était pas simplement de surveiller le cessez-le-feu entre le Polisario et le Maroc mais surtout d'organiser le référendum en vue de résoudre le statut du territoire du Sahara occidental.

L'ancien Ambassadeur américain à l'ONU affirme, qu'au printemps 1991, la Communauté internationale pensait que l'organisation du référendum d'autodétermination au Sahara occidental ne pouvait pas être très difficile à faire.

Puisque, argue-t-il, le recensement effectué par les Espagnols, pouvait servir de base pour l'élaboration de la liste des électeurs potentiels en 1992 et pourtant, constate M. Bolton, dès l'automne 1991, les Marocains empêchaient la Minurso de valider les recensements espagnols pour inscrire les électeurs, afin de prendre les mesures nécessaires pour préparer le vote. Et ce procédé, qui a commencé quelques mois après la création de la Minurso "s'est



poursuivi jusqu'à aujourd'hui", a-t-il regretté.

### L'incapacité de l'ONU pointé du doigt

Dans ce même entretien, l'auteur de "The Room Where It Happened: A White House Memoir", a fait savoir qu'en 1997, il était revenu comme volontaire pour aider James Baker lorsqu'il est devenu l'envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental.

"James Baker a travaillé très dur pendant toute cette année jusqu'à ce que nous atteignons ce que nous avons appelé les accords de Houston où le Maroc s'est à nouveau engagé de manière ambiguë d'organiser un référendum, avant de l'entraver de nouveau", en témoigne Bolton.

Il rappelle que Baker est en fait revenu une fois de plus, à ce moment-là, et lui-même, a intégré l'administration George W. Bush, mais Baker a continué en tant qu'envoyé personnel et a fait de nombreux efforts depuis lors.

Donc, d'après lui, "c'est une politique de longue date des Etats-Unis sur le statut du Sahara Occidental et le retour des réfugiés sahraouis après un référendum libre et

juste était la politique américaine de base, nous n'avons pas reconnu la souveraineté marocaine sur le territoire".

Et de poursuivre : "Comme nous le croyons la souveraineté vient du peuple et le peuple du Sahara occidental aurait dû avoir l'opportunité de décider par lui-même de ce qu'il voulait être".

"Je pense donc que tout cela est un exemple de près de 30 ans d'incapacité de l'ONU à faire quelque chose que tout le monde avait accepté en 1991", a-t-il fustigé. Il s'est réjoui, par ailleurs, que l'Administration Biden a déclaré qu'elle allait revoir ce qui s'est passé et arriver à sa conclusion. "Je pense que c'est très important, je suppose que l'Algérie est en contact avec le département d'Etat et d'autres membres de l'administration Biden qui travaillent là-dessus", a-t-il affirmé.

### Le Maroc isolé au niveau africain

Aussi, M. Bolton a souligné, que la position de tous les pays de la région de l'Union africaine dans son ensemble indiquent clairement que "le Maroc est très isolé sur ce point".

L'ancien Diplomate américain ajoute que l'Afrique rejette le fait que "le Maroc

insiste pour maintenir son contrôle sur le Sahara occidental dont il contrôle environ 2/3 du territoire", soulignant que le mur de sable qu'il a construit risque de provoquer une réelle instabilité en Afrique du Nord. Le Front Polisario a déjà exprimé clairement, sa position sur ce point, rappelle-t-il, et que la position marocaine va conduire à plus de problèmes en violation de l'engagement qu'ils ont pris de tenir le référendum.

"Je suppose qu'il est important que l'administration Biden agisse rapidement pour inverser la décision de son prédécesseur. Nous avons eu près de 3 décennies au cours desquelles le Maroc a empêché les Nations-unies de tenir un référendum au profit du peuple sahraoui.

Aussi, soutient-il, s'il n'y aura pas de référendum d'autodétermination au Sahara occidental (...si le Maroc ne veut pas qu'il soit organisé, alors il ne devrait pas avoir de cessez-le-feu, l'ONU ne peut pas devenir partie au différend et pourtant, en confirmant le cessez-le-feu et en empêchant le référendum, elle prend le parti du Maroc", argumente l'ancien Conseiller à la sécurité des Etats-Unis.

Pour ce qui est de l'Europe, M. Bolton pense que les pays européens "doivent avoir une vision plus forte et en faveur du référendum".

### JEUDI À ALGER

## Journée de collecte de sang

L'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens, (ONJSA), organise une opération de collecte de sang, demain jeudi à la Coupole de l'Office du complexe olympique Mohamed-Boudiaf (Alger), a indiqué hier un communiqué de l'ONJSA.

Organisée en collaboration avec l'Agence nationale du sang, (ANS), cette 4e édition de collecte de sang est prévue de 9h30 à 15h00. Tout le Mouvement sportif national et la société civile sont invités à prendre part à cette opération, après la baisse "alarmante" de la fréquentation des structures de transfusion sanguine, surtout depuis l'apparition de la pandémie de coronavirus.

"La grande salle de la Coupole sera équipée d'un nombre déterminé de fauteuils pour l'opération qui sera chapeautée par deux équipes médicales de l'ANS, habituées à ce travail", a indiqué le communiqué de l'ONJSA.

Les organisateurs assureront le total respect des gestes barrières, des mesures d'hygiène et de distanciation physique, tel que recommandé par les autorités sanitaires.

"Nous comptons sur une forte participation pour contribuer à aider les malades hospitalisés et essayer de sauver des vies, surtout dans le contexte actuel où il faut être unis et solidaires", ont ajouté les initiateurs de cette opération.

### PANDÉMIE

## Les JO de Tokyo auront lieu "quoi qu'il arrive"

Les Jeux olympiques de Tokyo, reportés l'an dernier de 2020 à 2021 en raison de la pandémie, auront lieu "quoi qu'il arrive" concernant l'évolution de la crise sanitaire, a assuré hier le président du Comité d'organisation japonais Yoshiro Mori.

"Nous devons dépasser les débats sur le fait de les tenir ou pas. La question, c'est de savoir comment nous les organiserons", a-t-il ajouté, lors d'une réunion entre le comité Tokyo-2020 et des responsables du Parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir au Japon.

"Réfléchissons à cette occasion à un nouveau genre de Jeux olympiques", a encore

lancé Mori, alors que les organisateurs japonais ont déjà exprimé leur volonté de faire des JO de Tokyo un "modèle" pour des éditions futures, qui pourraient elles aussi être confrontées à des crises sanitaires comme celle du Covid-19.

Les déclarations de M. Mori interviennent alors que le Premier ministre japonais, Yoshihide Suga, devrait annoncer mardi une prolongation jusqu'au 7 mars du dispositif d'état d'urgence face à la pandémie mis en place début janvier dans plusieurs départements du pays (dont Tokyo et sa grande banlieue), pour une durée initiale d'un mois. Un durcissement des conditions

d'accès au Japon pour les non-résidents a déjà forcé le report de plusieurs événements sportifs, dont une épreuve-test de natation synchronisée servant aussi de tournoi de qualification olympique, décalée à début mai alors qu'elle devait se tenir début mars. Le relais de la flamme olympique, à travers le Japon, doit toujours démarrer le 25 mars.

Les organisateurs des JO de Tokyo doivent présenter mercredi de nouveaux détails sur leurs contre-mesures face au coronavirus. Des décisions difficiles sur le nombre de spectateurs, allant jusqu'à un possible huis clos, devraient être prises au printemps.